

43363

ETUDES ROUMAINES

I

INFLUENCES ÉTRANGÈRES

SUR

LA NATION ROUMAINE

LEÇONS FAITES A LA SORBONNE

PAR

N. IORGA

Professeur agrégé

Correspondant de l'Institut

PARIS

LIBRAIRIE UNIVERSITAIRE

J. GAMBER

7, RUE DANTON, 7

MCMXXIII

100

DU MÊME AUTEUR

astuce boeuf

ÉTUDES ROUMAINES

INFLUENCES ÉTRANGÈRES

SUR

LA NATION ROUMAINE

DU MÊME AUTEUR

- L'ART ROUMAIN ANCIEN, illustré de 330 gravures et 12 planches en couleurs, Paris, 1922 125 fr.
(*En collaboration avec G. Bals*).
- HISTOIRE DES ROUMAINS, Paris 1920, 2^e édition, Bucarest 1922 7 fr.
- LES LATINS D'ORIENT, Paris 1921.
- INTRODUCTION A LA CONNAISSANCE DU PEUPLE ROUMAIN, Paris, 1921
- FORMES BYZANTINES ET RÉALITÉS BALCANIQUES, Bucarest-Paris, 1922, In-12, 190 pages. 5 fr.
- ROUMAINS ET GRECS AU COURS DES SIÈCLES (HELLÈNES ET THRACES), Bucarest, 1921, avec nombreuses gravures. In-8, 54 pages. 3 fr.
(*A l'occasion des mariages princiers de 1921*).
- VOYAGE EN ROUMANIE, avec de nombreuses gravures, vues diverses, Bucarest, 1921, 69 pages. 3 fr.
(*Conférence donnée le 22 octobre 1921 à la Sorbonne*).
- LA VÉRITÉ SUR LE PASSÉ ET LE PRÉSENT DE LA BESSARABIE, Bucarest-Paris, 1922. In-12, 75 pages
- DES VOLTARA ASEZAMINTELOR POLITICE SI SOCIALE ALE EUROPEI. EPOCA MODERNA. Bucarest, 1922. In-8, 104 pages 4 fr.
(*Leçons à l'École de Guerre, à Bucarest (en roumain)*).
-

ÉTUDES ROUMAINES

I

INFLUENCES ÉTRANGÈRES

SUR

LA NATION ROUMAINE

LEÇONS FAITES A LA SORBONNE

PAR

N. IORGA

Professeur agrégé

Correspondant de l'Institut

PARIS
LIBRAIRIE UNIVERSITAIRE
J. GAMBER
7, RUE DANTON, 7

MCMXXIII

bd 2515/10 17
202545 S

ALLOCUTION DE M. LE PROFESSEUR IORGA

Mesdames,

Messieurs,

M. Roques a bien voulu me laisser sa place, mais il ne peut pas abandonner la place à laquelle il a droit dans notre considération et dans nos cœurs. Il lit le roumain; il parle notre langue avec élégance; il connaît toute notre littérature et tout notre passé. Ce sont là il est vrai des qualités que peut avoir n'importe quel philologue ou n'importe quel historien; mais il a une qualité que nous prisons plus haut : il nous aime et nous l'en remercions chaleureusement. Et, de plus, alors que le roumain est un point de départ et que, lorsqu'on peut faire mieux, on l'abandonne, lui s'obstine à rester l'ami de notre langue, l'ami de notre littérature, de notre histoire. Il est cependant directeur de la « *Romania* » et il joue dans la vie publique un rôle important.

Au nom de ses élèves français ici présents et de ses nombreux élèves roumains, je lui serre la main avec toute l'amitié que je lui ai toujours portée.
(*Vifs applaudissements*)

RÉPONSE DE M. ROQUES

Professeur à la Sorbonne

Ce serait une mauvaise plaisanterie à faire à mon ami M. Iorga que de lui reprendre en détail l'heure que je lui ai concédée. Je ne veux que lui prendre une petite seconde; elle me suffira pour dire ce que je sens profondément et ce qu'il sent en moi lui-même.

Il parlait de mon obstination à m'occuper de choses roumaines. Cela ferait croire que j'ai quelque effort à faire pour cela; or, je n'ai aucun effort à faire pour persévérer. Il y a hélas ! environ vingt-cinq ans que j'ai été pour la première fois en Roumanie; il y a vingt-cinq ans que j'ai commencé à m'occuper des choses roumaines. Depuis ce temps, je n'ai pas cessé de le faire; je ne promets pas de m'en occuper encore pendant vingt-cinq ans, mais je promets de le faire jusqu'à la fin du temps où j'aurai quelque activité intellectuelle. Ce sera un plaisir toujours nouveau pour moi, surtout quand cela m'amènera à retrouver des hommes pour lesquels je sens autant d'amitié qu'à mon confrère et ami M. Iorga.

PREMIÈRE LEÇON

PROBLÈME DES ORIGINES

On a inscrit ce cours comme devant être fait en roumain. Je le ferai en français, bien que je ne me cache pas que cela présente pour moi une difficulté très réelle : celle de m'exprimer d'une manière convenable dans une langue, je ne dirai pas étrangère, car ce serait renier une partie de ma vie, mais dans une langue moins familière que celle que j'ai parlée dès l'enfance, et dans laquelle j'ai donné toute une littérature, très contestable d'ailleurs, mais dans laquelle j'ai mis la plus grande partie de mon âme.

Ce cours étant destiné aux étudiants qui se présentent aux examens auxquels on demande une connaissance du passé des Roumains, je dois donner des renseignements précis sur le développement de la civilisation roumaine. Je parlerai sur la formation et la vie des États roumains, en même temps que sur l'état actuel des problèmes qui forment ensemble ce qu'on pourrait appeler la roumanologie, si ce n'était pas un terme tellement barbare que je m'effraie devant sa nouveauté. Je pourrais faire ce que les Allemands appellent une histoire pragmatique. Ce serait peut-être utile, mais cela froisserait mes habitudes d'esprit que de présenter ce qui se présente tout d'abord à l'attention de l'historien, ce qui lui permet de développer des tableaux plus ou moins intéressants en exposant la vie d'une époque entière ou seulement la biographie d'une individualité qui la résume.

De mon côté, tout en m'occupant effectivement de l'histoire des Roumains, je chercherai à la donner sous d'autres rubriques; je passerai par-dessus les événements importants par leur surface extérieure, mais qui ne contiennent pas l'action des facteurs

de développement, et je chercherai les lignes générales de la vie de notre nation, tâchant d'en dégager les conclusions qui pourraient intéresser.

Il y aura donc la formation de la race roumaine, la proportion dans laquelle entrent les différents éléments qui sont arrivés à se confondre dans un nouvel organisme; puis les facultés de développement que comportait cet organisme; ce qui a survécu, à travers les vicissitudes des temps, de l'héritage de nos premiers ancêtres pour passer ensuite, lorsque la nation sera constituée, dans son capital ethnographique et moral; les obligations qui ont existé entre la nation roumaine et celles de son voisinage.

Ce terme de voisinage, je l'avoue, est très vague. Certaines nations sont très proches les unes des autres, elles ont des frontières contiguës et cependant n'entretiennent pas des relations plus étroites; certaines, au contraire, sont très éloignées, et se trouvent cependant par l'esprit dans un état de voisinage immédiat. Nous avons vécu pendant des siècles dans un état de voisinage immédiat de l'Empire des Tzars et cependant l'influence qu'il a eue sur le développement des Roumains a été très faible. C'est peut-être regrettable, mais c'est certain. Les rapports ont également manqué entre les Roumains et les voisins de la péninsule des Balcons. D'un côté et de l'autre du Danube les échanges de tout genre ont été à l'époque moderne tout à fait sporadiques et superficiels : je ne dis pas que cela a été un avantage; je constate simplement le fait.

Au contraire, avec cette si lointaine France il y a toujours eu, depuis au moins deux cents ans, si on ne veut pas se reporter à une époque plus ancienne, des rapports continuels. Laisant de côté des incidents isolés comme celui de tel boïar du prince exilé Georges Étienne, Constantin Nacu, « Nacolovitsch », qui est venu peut-être demander, lui aussi, l'appui de Louis XIV pour son maître malheureux — et j'en descends par ma mère —, entre la France et cette « terre romaine » à l'autre bout de l'Europe il y a eu dès 1400 des rapports intimes, de sorte qu'on pourrait affirmer que les Roumains sont plus voisins de Paris que de Belgrade et de Sofia et d'autant plus des provinces russes qui bordent leur pays à l'Est.

Il s'agit, d'abord, d'élucider les origines de la nation roumaine.

Dans des conférences que j'ai faites il y a quelques mois au Collège de France et à l'École Interalliée des Hautes Études Sociales¹, j'ai cherché à démêler d'une autre façon qu'on ne le fait habituellement ce problème compliqué de nos origines et à fixer en même temps le rôle que la nation roumaine a joué dans cette latinité dont on a voulu l'expulser, mais où elle s'obstine à rester en présentant des arguments qui me paraissent irréfutables.

Si on prend un dictionnaire roumain, on y trouve un grand nombre de termes slaves; c'est la preuve que la race slave a donné à la civilisation populaire roumaine une importante contribution, qu'on ne peut pas préciser. Mais, en y regardant de plus près, on s'aperçoit que les termes d'emploi courant, les termes fondamentaux, sont latins. On peut parler le roumain presque sans employer de termes slaves, mais jamais on ne pourra former une proposition en ne prenant que des termes slaves. Sous le rapport syntactique, il y aurait à parler d'un problème balcanique qui n'est pas encore complètement résolu malgré des études approfondies; mais quiconque s'occupe un peu de philologie romane serait en état de montrer que la flexion du roumain appartient aux langues néo-latines. Je dis ces quelques mots pour détruire certains préjugés, s'il en reste, et non pas parce qu'il serait agréable de dire en France qu'on appartient à la latinité, car la vérité passe avant tout, mais, si cette vérité nous rattache à nos amitiés les plus précieuses, c'est tant mieux pour nous.

Il ne s'agit donc pas seulement de préciser l'origine de la nation roumaine, mais de préciser la place qu'elle occupe dans ce monde latin. Et ce n'est pas la place d'un seul groupe national, puisqu'ainsi que j'ai cherché à le montrer ailleurs, nous représentons, tels que nous sommes, toute la latinité d'Orient, qui comprenait à une certaine époque la Pannonie entière, où on parlait le latin comme à Rome, la plus grande partie de la péninsule des Balkans, avec le littoral de la Mer Adriatique et le littoral

¹ Cf. Iorga, *Les Latins d'Orient et Introduction à la connaissance du peuple roumain*, Paris 1921.

de l'autre Mer, l'Archipel, d'où les Grecs n'ont pas été délogés seulement parce que des populations pratiquant l'agriculture et le métier pastoral n'avaient ni intérêt ni qualité pour déloger cette population urbaine des Grecs. De tout ce qui a existé jusqu'à l'époque de Justinien et même après il reste ce fragment roumain et roman dans la péninsule, les Roumains de Macédoine, dont le chiffre a été parfois élevé à plus d'un million et parfois rabaissé à 200.000; et en plus des restes, destinés certainement à se perdre, dans l'Istrie, qui appartient maintenant à l'Italie, et dans certaines vallées perdues des Balkans, enfin ce grand groupe roumain qui habite la rive gauche du Danube et le massif des Carpathes avec ses prolongements et qui donne le caractère national de la Grande Roumanie, formée par les sacrifices et — disons le mot — par le miracle de la dernière guerre.

De quels éléments cette latinité orientale a-t-elle été formée? Les plus anciennes populations qui ont occupé ces régions se partagent en deux groupes : un groupe non sédentaire, n'ayant pas de caractère déterminé, et un autre groupe qui comprend deux populations ayant une parenté plus étroite et parlant à partir d'un certain moment la même langue, empruntée par l'une des nations à l'autre. Donc, d'abord la masse volante des Scythes et des Sarmates. On a pu pendant longtemps croire qu'on pouvait les réduire en nationalités distinctes, mais des recherches poursuivies de côtés différents et menant aux mêmes résultats sont arrivées à fixer qu'entre Scythes et Sarmates il n'y avait pas une distinction nationale profonde, que, parmi les uns comme parmi les autres, il y avait une séparation marquée entre la race dominante, aryenne, et la race soumise, en grande partie touranienne. Si on examine les noms des chefs, on y reconnaît des éléments qu'on retrouve dans les langues aryennes de l'Asie. Mais on rencontre des coutumes semblables aux leurs dans la masse touranienne habitant l'Asie centrale qui, à un moment ultérieur, a rejeté vers l'Europe la masse conquérante des peuplades hunes et turques. Mais, alors que, plus tard, dans l'Empire turc, il y avait une classe dominante plus ou moins touranienne recouvrant des nations chrétiennes appartenant à la race aryenne, chez les Scythes et les Sarmates on constate au contraire

une aristocratie aryenne s'appuyant sur la population flottante des pasteurs de race touranienne.

Scythes et Sarmates n'ont rien donné au fond matériel et moral, aux éléments primordiaux de la nation roumaine. Il en a été tout autrement des autres éléments « barbares », qui sont les Illyres et les Thraces. Les Illyres ont joué un rôle important dans l'histoire universelle. Établis sur les deux versants de l'Adriatique, ils sont, en même temps, les ancêtres des Albanais et en partie ceux des Vénitiens actuels, des riverains de l'apygie et de certains habitants de Tyrol. A toute époque, il y a eu un échange de population entre la péninsule italienne et la péninsule balcanique : de même que l'on peut constater aujourd'hui la présence des Albanais et des Grecs dans l'Italie méridionale, jadis la côte orientale de l'Italie était remplie de tribus illyres. A l'intérieur des Balkans, dans les montagnes, c'étaient des pasteurs, des bergers, et, bien qu'ils eussent même pratiqué l'agriculture dans certaines régions plus favorables à ce métier, leur fortune a été beaucoup moins heureuse que celle des Thraces, qui occupaient le reste de la péninsule balcanique et qui s'étendaient jusqu'au fond des Carpathes, une forte race dont l'importance n'a pas été encore définitivement fixée.

Son rôle est plus grand que l'on ne s'imagine. Lorsque la science croyait à l'existence des Pélasges, dont personne n'a retrouvé la langue — comme on était sûr de retrouver l'architecture des Pélasges dans les constructions frustes en bloc de pierre —, les Thraces passaient en seconde ligne. On était aussi imbu d'un préjugé hellénique, qui s'explique bien, mais qui ne tenait pas compte suffisamment de ce fait que dans les régions de l'Albanie et de la Macédoine les anciennes races ont un caractère indéradicible : malgré tous les massacres qui se sont perpétrés si longtemps contre la malheureuse race albanaise, elle paraît être inépuisable. On n'a qu'à regarder le caractère persistant de ces populations balcaniques pour se rendre compte que, si Alexandre-le-Grand s'est servi d'éléments macédoniens pour se former l'armée qui a commencé par intimider la Grèce pour détruire ensuite les formidables forces militaires de l'Asie, cette armée tirée de la Macédoine devait correspondre jusqu'à un certain point à la population de base. Sans aucun doute, il y avait

des Thraces en grand nombre, et on pourrait en trouver la preuve même dans certains noms portés par les personnages qui ont concouru à sa grande épopée. Et il y avait aussi des éléments illyres, que la Grèce n'aurait pas pu donner, dans cette manifestation de vitalité de l'intérieur de la péninsule des Balcans, appelée à servir la rancune hellénique.

La langue des Thraces a vécu; mais avant de disparaître il faut admettre qu'elle s'est imposée aux Illyres aussi.

Ceci étant donné, un problème se pose : cette race thrace n'a pas été détruite; personne n'avait intérêt à la détruire; elle a toujours été un élément précieux et on l'a gardée pour s'en servir. Le préjugé concernant ces grandes expéditions dont le résultat aurait été l'anéantissement de ce qu'on avait pourtant intérêt à conserver comme sujets, doit donc être absolument éliminé. Mais comment une race si énergique, douée de qualités militaires, ayant, d'après Hérodote, un enthousiasme, un fanatisme religieux extraordinaires, les éléments les plus puissants de la vitalité humaine, comment une race qui formait tout de même une unité géographique et historique avec le territoire lui-même de la péninsule des Balcans, une race aborigène dans le sens le plus complet du mot, a-t-elle pu disparaître? Il reste certains souvenirs royaux des Thraces et on s'imagine leur force de résistance, puisqu'ils purent se maintenir longuement après les combats entre les Illyres et la République romaine qui ont amené la défaite des pirates de l'Adriatique et l'établissement des Romains sur le littoral occidental de la péninsule. Après ce premier acte de l'expansion latine, il y a eu, étant donnée l'incapacité de Domitien à vaincre les Daces, ces Thraces des Carpathes, camarades de Gètes, Thraces du Danube, la grande entreprise de Trajan, due à son intention d'établir, contre les Germains, la politique romaine sur les deux rives du fleuve et de soumettre la forteresse des Carpathes.

C'est alors qu'on serait arrivé à accomplir ce miracle : faire disparaître toute une race et la remplacer par une autre!

Dans deux grandes guerres ces Daces auraient été complètement détruits, laissant cependant de côté l'élément féminin, jugé utile pour la future colonisation, et on aurait envoyé, par décret

impérial, des populations tirées surtout de Rome même, des quartiers les plus authentiques de la capitale de l'Empire, pour en faire en même temps des bergers, des agriculteurs et des artisans, des bourgeois dans les grandes villes. Pour quiconque s'en tient à la Colonne Trajane, aux témoignages d'Eutrope et aux quelques autres souvenirs transmis par l'histoire, rien n'est plus sûr pour s'expliquer cette transformation des Thraces en Romains. L'empereur avait à sa disposition une population innombrable, d'un caractère latin indubitable, tout aussi pur, dirions-nous, que le caractère germanique des « Allemands » d'Autriche... Mais, si l'Autriche a colonisé la Bosnie, c'est avec les éléments qu'elle avait à sa disposition. De même Trajan s'est adressé à des éléments latins de la même qualité que les éléments « allemands » envoyés par l'Autriche en Bosnie et Herzégovine. Donc la théorie courante est inacceptable : le Romain était chose rare à l'époque de Trajan, on en avait besoin à Rome même, envahie à cette époque par l'Asie et qui aurait bien désiré pouvoir garder quelques quartiers de type vraiment romain. Si on remarque, en plus, que la Dacie a été colonisée et administrée pendant cent cinquante ans tout au plus, on admettra que pendant ce siècle et demi des changements aussi importants que la disparition d'une race ne peuvent pas se passer, lorsque surtout on ne disposait pas de la civilisation actuelle, avec ses écoles, ses journaux et ses livres, ses circulaires philanthropiques pour amener une nation à abandonner sa langue. A notre époque même, qui a ces moyens, on ne dénationalise pas une nation en cent cinquante ans; si même on l'oblige à parler la langue nouvelle, on emploie la langue ancienne en famille.

Une autre hypothèse se présente d'elle-même. Il est vrai qu'elle ne peut pas invoquer des textes, mais les textes ce sont des chroniques qui s'occupent des événements politiques, des actes officiels, des inscriptions montrant la place où gît un personnage qui a joué un certain rôle. Mais, si on ne comprendrait dans l'humanité que ceux qui ont laissé des inscriptions sépulcrales et dont parlent les mémoires écrits de leur temps, le nombre des représentants de la race humaine serait singulièrement réduit. Il faut tenir compte de l'enchaînement naturel des faits, et le processus des développements actuels plaide pour notre

théorie. La voici, en attendant qu'une autre soit trouvée, — ce dont je doute fort.

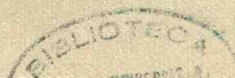
Il est certain qu'en Italie, à un certain moment, vers la fin de la République, le travail du paysan n'était plus aussi utile qu'au-paravant. Comme producteur, il était remplacé par l'esclave, et le marchand faisait venir par mer du blé d'Afrique et d'ailleurs. On constate en même temps que ce paysan était évincé de sa maison et de son champ par les riches propriétaires d'esclaves, par les fiers patriciens et les parvenus qui vivaient dans des maisons de campagnes entourées de beaux jardins. Il se produisit donc en Italie ce qui s'est passé en Angleterre à la fin du xviii^e siècle, lorsque furent créées aux dépens des paysans les grandes propriétés et les terrains de chasse de l'aristocratie britannique. A notre époque, lorsqu'une classe ne peut plus subsister avec dignité, elle a recours à l'émigration, mais on ne pouvait pas émigrer alors par les moyens de transport de notre temps et il n'y avait pas d'Amérique pour ouvrir ses portes à une population agricole en quête de terres. Il est naturel d'admettre que cette population, déplacée par les changements économiques, a passé dans les régions les plus voisines, c'est-à-dire la Provence, d'un côté, la péninsule des Balcons, de l'autre. On ne peut pas s'imaginer le caractère devenu si latin de la population de ce pays sans admettre qu'à côté et au-dessus de la colonisation officielle il y a eu l'afflux de cette population rurale, qui s'est établie d'abord sur la côte de l'Adriatique. Si des agriculteurs, des pâtres sont venus dans la péninsule, ils y ont trouvé des agriculteurs et des pâtres qui leur ressemblaient. A toute époque pour qu'on puisse dénationaliser il faut que le peuple qui vient appartienne à la même classe que celui qu'on trouve, c'est-à-dire qu'il pratique les mêmes occupations. Une population urbaine ne peut pas dénationaliser des paysans. Si Trajan a fait venir des citadins pour les coloniser en Dacie, ces citadins n'auraient pas été en état de remplacer la forme paysanne thrace par la forme latine qu'on rencontre ensuite. Ce processus a pu se développer même pendant de longues années : il est arrivé ce qui s'est passé au xvi^e siècle avec l'avance des Cosaques en Asie; ils sont arrivés les premiers, et, quand la terre a été colonisée par leurs essaims, l'Empire russe est

venu en prendre possession officielle. Même chose doit être arrivée dans les Balkans. L'Empire avait des ennemis à réduire, des chemins à rendre praticables et à garantir pour le grand commerce qui se faisait à travers la Pannonie. Il est venu à son tour et, arrivé militairement en Dacie, il a retrouvé beaucoup d'éléments romains fixés même sur la rive gauche. L'ancienne unité danubienne fut ainsi rétablie.

Cette population mixte s'est trouvée pendant quelque temps en relations étroites avec l'Empire. Elle habitait une province romaine; les légions étaient là pour la défendre, leur surveillance empêchait les barbares d'y pénétrer. Mais à un certain moment cette protection n'était plus efficace, et l'Empire s'est retiré de l'autre côté du Danube.

Un autre problème se présente maintenant : il y a des personnes de bonne foi qui se sont servies d'un autre texte, celui de la « Vie des Douze Césars », pour dire que l'évacuation a été complète, qu'on a donné avis à la population qu'il lui faut abandonner tout ce qu'elle possédait. L'absurdité logique de cette idée s'impose à quiconque connaît par la pratique les choses de ce monde. Il y a des gens qui vivent sur un volcan dont on ne peut pas prévoir les explosions, il y a tout près de nous cette population française des régions dévastées qui est retournée sur un terrain ravagé où on doit refaire le champ préparé par le travail d'un si grand nombre de générations. Il faut être vraiment dénué de tout sens des réalités pour s'imaginer, lorsqu'il s'agit de paysans, qu'ils peuvent s'acclimater aussitôt par ordre, sur une autre terre. J'ai ajouté que du temps où on ne poursuivait pas la richesse comme dans les sociétés modernes on était plus attaché à sa terre. Et je dirai une autre chose encore : on s'imagine que le Danube est un fleuve infranchissable et que les Goths, qui étaient en état de traverser la Mer Noire sur des barques faites de bois creusé, comme les Scandinaves, se seraient arrêtés devant un fleuve qui invite plutôt à aller voir ce qui se passe sur la rive opposée. Et ces masses de guerriers du IV^e siècle se seraient arrêtées devant le Danube et auraient dit : « C'est la frontière de l'Empire romain, nous n'irons pas plus loin! ». Ils ne venaient certainement pas en Dacie pour voir la Dacie, ils n'avaient

C 2002 2839



pas été attirés à cette époque par les séductions de cette ancienne province romaine; c'était autre chose qui les attirait : les splendeurs de Byzance. D'ailleurs on pouvait leur opposer des obstacles plus forts que ce Danube : les deux lignes de montagnes qui divisent transversalement la péninsule des Balkans.

Les colons romains de la Dacie n'étaient pas si naïfs que les élèves en géographie moderne pour se dire que, s'il y a une ligne bleue, ils sont en sûreté parce qu'on ne pourra pas la passer. Et la preuve en est qu'au iv^e siècle, les barbares sont allés jusqu'à Andrinople, et Constantinople elle-même était un peu à leur disposition.

Pour se rendre compte de ce qui s'est passé de fait entre colons et barbares on n'a qu'à étudier deux régions sur lesquelles des témoignages ont été conservés et qui montrent comment la défense des villes pouvait être faite par les évêques et par certaines familles qui, sans charge d'empire, exerçaient des fonctions presque politiques, en tous cas administratives. On n'a qu'à feuilleter cette admirable biographie de Saint Séverin, conservée par un hasard heureux, qui expose la vie des villes du Norique au v^e siècle, et comparer son contenu à ce qui se passa à Orléans au moment de l'invasion des Huns. Ceci a dû se passer aussi dans ces communautés danubiennes, de la rive droite ou de la rive gauche, car une parfaite unité y existait à cette époque, qui fut rompue plus tard. Il existe une région qui par sa configuration géographique a conservé presque jusqu'à nos jours ce caractère de vie patriarcale où l'État central n'existe presque pas : c'est la Sardaigne. Elle a vécu sous des juges : on y menait une existence rurale très simple, qui s'y est transmise, les chefs politiques étant ces juges et les évêques plutôt des prêtres ambulants. Telle a été la situation de cette population thraco-romaine, je ne dirai pas de la Dacie, car c'est une erreur de ce borner à la Dacie seule, — il faut prendre la vaste région dans tout son ensemble —, mais de cette roumanité unitaire allant des cimes supérieures des Carpathes jusqu'au Mont Rhodope et des bords de Pont Euxin à la Mer Adriatique.

Des barbares ont passé à travers cette population, et on s'est demandé quels ont été les rapports de ces barbares avec la population soumise. On n'a qu'à ouvrir la Vie de Saint Séverin pour

voir quels étaient ces rapports. Ces peuplades appartenaien̄t ou bien au groupe germanique, et alors elle se dirigeaient vers l'Ouest ou même le Sud, ou bien, comme les Huns proprement dits et les Avars, les Pétschénegues, les Coumans, à une époque ultérieure, à ce monde touranien, de pâtres transhumants, qui n'avaient guère l'intention de s'installer. Il faut ne pas connaître leur vie pour croire qu'ils avaient quelque chose de l'État « tentaculaire » moderne. Comme les Tatars décrits par Marc-Pol, ils avaient un camp central. Mais la nation changeait sa résidence au hasard des pâturages, de sorte qu'il y avait plusieurs séjours et même plusieurs résidences : ainsi le khan tatar de l'époque moderne en avait une en Crimée et une autre en Bessarabie, et, s'il avait eu d'autres territoires, il y aurait eu aussi d'autres résidences.

Les populations soumises n'étaient donc pas administrées. A une époque où tout est administré, où l'on est importuné et paralysé par l'administration, on s'imagine qu'autrefois, à n'importe quelle date, c'était la même chose. Or on ne voit que dans les sociétés modernes cette passion de l'administration qui s'exerce au détriment des administrateurs en même temps que des administrés. De ce temps-là, au contraire, si on pouvait s'épargner les soucis de l'administration, on le faisait volontiers. Les Turcs se sont épargnés ces soucis dans toutes les communautés chrétiennes, en en laissant le soin aux prêtres, aux vieillards qui se trouvaient à la tête des groupes ruraux. A l'époque tatare de l'histoire russe aussi, le prince rendait de temps en temps l'hommage, il était reconnu ou destitué par son chef païen, mais c'était tout. En examinant le système tataro-russe ou le système ottoman, on comprend qu'un même système a pu exister à l'époque de ces émigrations barbares, par-dessus la permanence des Roumains.

Ces colons roumains habitaient dispersés dans des vallées abritées et, de temps en temps, l'émissaire du khan venait demander son tribut; il ne demandait même pas le contingent militaire, car on méprisait le concours armé de sujets qui étaient presque des esclaves. Et il ne faut pas croire qu'on vivait plus facilement sous les Romains que sous les barbares, car il n'y avait pas avec ces

derniers l'organisation fiscale compliquée, écrasante de l'Empire, tout en ayant de meilleures garanties d'être défendu.

Si bien que les barbares ont vaincu, non pas par leur force, mais par tout ce mouvement social qui s'est lentement produit en leur faveur, de même que ceux qui dominent en ce moment en Russie se sont appuyés pendant longtemps sur le mécontentement prolongé de certaines masses de la population qui, au lieu du régime des Tzars, ont préféré le système beaucoup plus simple qu'on leur a présenté à la Révolution; ils se sont bien aperçus depuis à quoi cela menait, mais ils l'ont accueilli d'abord parce que c'était la réalisation d'espérances longuement nourries. De même, encore, les Arabes ont occupé la Syrie en se valant non seulement de leur armée, mais de l'acquiescement des populations qui aimaient mieux leur régime patriarcal.

Mais à un seul moment la situation s'est présentée autrement : dans le cas particulier des Magyars.

La papauté du Moyen-Age n'était qu'une autre forme de l'Empire, et elle se développait d'autant plus que l'Empire existait moins à ses côtés. Si le Patriarche de Constantinople est resté simple Patriarche, le Pape est devenu empereur à cause des nécessités d'esprit de cette société romaine qui croyait ne pas pouvoir se passer de l'autorité impériale. La papauté a donc cru de son devoir religieux et impérial d'amener les populations païennes au baptême, de sauver leurs âmes et, en même temps, de restaurer l'Empire par leur adhésion au christianisme. Et, comme le Pape ne disposait pas d'une armée, il a pensé à employer tels ou tels barbares pour réduire les autres. Cette mission, il aurait voulu peut-être la donner aux rois anglo-saxons, auxquels il avait envoyé Saint-Augustin pour évangéliser leur pays, mais entre les Anglo-Saxons et le continent il y avait la Mer. Elle fut confiée au roi franc, qui est devenu non pas empereur franc, car on ne pouvait être empereur que dans la plénitude de ces droits qui découlaient de la constitution de l'Empire. Il était roi des siens et, en plus, l'empereur de cette seule religion chrétienne dont il portait le signe et l'invocation sur ses monnaies : *Christe, protege Carolum imperatorem*. Charlemagne n'était ni

Allemand, ni Français, il était chrétien, défenseur et propulseur de la chrétienté et par ce fait empereur.

Mais il s'est trouvé qu'il a voulu rester aussi roi et jouer son rôle royal, ce qui était gênant pour la papauté, qui le voyait venir à Rome pour la domination ou s'y faire représenter. C'était un empêchement. La papauté voulait l'instrument, mais sans la main; or, cette main était forte et s'appuyait lourdement sur les épaules même de son créateur. On chercha alors dans la steppe les Magyars.

Leur roi n'était pas un chef territorial, venu, à la fin du ix^e siècle, sur les Slaves qui habitaient la Pannonie pour les réduire ou les remplacer : c'était le roi d'une armée, comme Odoacre le Hérule avait été roi d'une des armées qui, au v^e siècle, envahirent l'Italie. Il ne représentait une nation qu'en tant que bande conquérante, et c'est à ce duc récemment baptisé qu'a été confiée la mission détenue précédemment par Charlemagne. Les Hongrois ont eu ainsi une royauté qui venait de l'inféodation du Pape. C'est pourquoi cette royauté a été une royauté apostolique; ce mot, « apostolique », n'est pas un titre quelconque, un qualificatif vain destiné à flatter l'ambition royale : c'est l'essence même de leur rang. Ce titre que François-Joseph s'attribuait pour la pompe, avec celui de roi de Chypre et de Jérusalem, était pour Saint Étienne, roi des Hongrois, une réalité : auparavant, il n'était qu'un simple duc national; d'un moment à l'autre il était devenu roi en fonction perpétuelle de croisade.

Cette croisade fut la mission, d'un siècle à l'autre, de sa famille et de sa race, et elle s'est transmise de la dynastie arpadienne à la dynastie des Angevins. Mais elle mettait les Magyars en contact avec les populations soumises autant par la croix de sa couronne que par l'épée de guerrier que leur roi portait entre ses mains, cette croix représentant une légitimité que l'épée ne pouvait créer. C'est qu'en effet nous sommes habitués à appliquer au moyen-âge nos conceptions de réalités brutales; mais alors les hommes passaient par-dessus les forces matérielles dès que le droit était présent, ce qui faisait que le roi de France, possédant un petit territoire sur un certain point des Gaules, était tout de même resté suzerain du roi d'Angleterre, maître de la Grande-Bretagne et destiné à envahir l'Irlande voisine.

La population roumaine ne devait pas s'écarter ou être annulée par cette avance de la croisade. Alors que les Magyars eurent passé les montagnes qui bordent la Transylvanie à l'Ouest, avant le commencement du XI^e siècle, le roi hongrois n'avait pas un caractère national. Et il n'y a pas eu de colonisation officielle magyare en Transylvanie. Il y a eu seulement l'établissement d'un évêque près de la rivière du Murăş, dans la ville qui s'appelle en magyar Gyula-Fehérvár, nom que les Roumains, à une époque d'érudition, ont traduit par Alba-Julia (pour le peuple, une Belgrade, « Cité Blanche »).

C'était, pour ainsi dire, aussi un recommencement de la civilisation économique, puisqu'il y avait eu déjà dans certaines régions une exploitation de mines de sel, de fer, d'or, d'argent à l'époque romaine. Il y eut maintenant des châteaux de défense à la mode carolingienne et même des « várs » à la place des bourgs et des « grades ».

La population magyare se présente par petits groupes disséminés : alors que, ordinairement, dans la colonisation on suit la ligne d'une vallée, il n'y a pas une vallée occupée entièrement par les Magyars, ce qui montre que le caractère de cette prise de possession n'a été ni celui d'une conquête, ni celui d'une colonisation. Lorsqu'il a fallu fonder de gros villages, on a recouru à un élément nouveau; aux Saxons de Transylvanie : des Rhénans, des Mosellois, nommés ainsi parce que pour les habitants de la péninsule des Balcans l'Allemand c'était avant tout le mineur, celui qui travaille aux mines, donc le Saxon, mais ils s'appelaient d'abord *Flandrenses*, Flamands, et ensuite *Teutonici*, Teutons. Une série d'études de M. Kisch, un de leurs savants, a relevé le caractère exact du dialecte saxon de Transylvanie, apparenté à l'alsacien. Ces Saxons ne sont donc pas des Germains purs, ce sont en partie aussi des Celtes, et on a cru retrouver même une origine française dans le nom de la rivière de Tartlau, qui « se tortille ». Puis la royauté arpadienne a fait venir au XII^e siècle les Chevaliers Teutons, qui furent établis à Braşov-Kronstadt et qui ont dû être chassés ensuite parce qu'ils entendaient se réserver cette conquête pour eux-mêmes.

Quel a pu être le sort de la population devant ces nouveaux

envahisseurs? On a dit qu'elle n'est revenue qu'au xiv^e siècle. Or il n'y a pas de traces d'une pareille émigration dans les documents, et il n'y avait aucun motif économique, parce que être sujet de l'empereur de Byzance ou des souverains slaves de la péninsule balcanique était de beaucoup plus profitable que d'aller peupler les vallées, non encore défrichées, de la Transylvanie. Les migrations vont du Nord au Sud : il faut qu'il y ait un événement extraordinaire, qui laisse une trace dans les documents écrits, pour avoir le mouvement à rebours, allant du Sud ensoleillé vers le Nord brumeux.

Une preuve, dit-on, serait dans le fait que les Roumains de Transylvanie y ont eu une situation inférieure. Mais cet argument plaide pour la théorie contraire à celle de l'immigration tardive des Roumains : les populations qu'on a colonisées, qu'on a fait venir, ne seraient pas venues, s'il n'y avait pas eu de séduction par le privilège. Ceux qui ont le plus de privilèges en Transylvanie, ce sont les Saxons : on leur a accordé une « Université » dans le sens médiéval, dans le sens d'organisme politique et national séparé. Et les Tziganes eux-mêmes ont été favorisés.

Mais, comme les Roumains se sont trouvés en grande partie sur les terres qu'ils exploitaient, ils formaient l'élément qu'on pouvait traiter de n'importe quelle façon, car il n'abandonnait pas sa terre. Ils n'ont eu aucun privilège, aucune lettre de noblesse, puisque leur lettre de noblesse était dans l'origine même de leur race.

DEUXIÈME LEÇON

SLAVES ET ROUMAINS

IZARATS SLAVES ET TRADITION IMPÉRIALE DES ROUMAINS

Il s'agit maintenant de fixer les rapports, non encore déterminés d'une façon définitive, entre Roumains et Slaves. Ce n'est pas une question intéressant seulement ceux qui s'occupent de l'histoire des Roumains, mais aussi une des questions les plus importantes touchant l'échange d'éléments de civilisation, surtout de civilisation politique, entre deux groupes nationaux différents.

Cette question s'est posée depuis longtemps. Les premiers historiens roumains, qui tenaient, bien entendu, à leur latinité, ne s'en servaient pas moins de sources et de travaux critiques rédigés par des slavistes. Il y a eu donc toute une phase de l'histoire des Roumains qui a été dominée par les conclusions auxquelles étaient arrivés ces slavistes. Par suite de cette acceptation, si complète, si large, de résultats qui ne ressortissaient pas de l'examen personnel du problème et des éléments qui le composent, la civilisation roumaine des premiers siècles apparaissait, même dans des domaines, comme on le verra plus loin, où on pouvait adopter très facilement un autre point de vue, comme une simple émanation slave.

Maintenant, pour se rendre mieux compte de ce qui, dans cet échange d'influences, est venu du côté des Slaves ayant habité dans ces régions du Danube vers les Roumains, il faut avoir tout d'abord un point de départ qui, pour n'être pas accepté généralement, n'en doit pas moins être maintenu.

Quelle a été l'époque tant soit peu délimitée, parce qu'on ne peut pas arriver à des dates exactes, quelle a été l'époque con-

que d'une manière plus large à laquelle ont pu avoir lieu les premières relations, les premiers échanges entre une population slave que je chercherai à déterminer et entre la population roumaine dont la présence sur la rive gauche du Danube et dans la région des Carpathes est incontestable?

Il paraît bien que les premières relations slavo-roumaines ont eu lieu dans cette région de Transylvanie qui, d'après le témoignage d'Hérodote, abritait des populations dont la nationalité exacte ne pourrait pas être établie, mais où il a dû y avoir, sans doute, à une époque très éloignée, une population d'origine slave assez importante.

Et voici l'argument qui me paraît trancher cette question.

La nomenclature ethnographique dans les pays roumains a un double caractère. Dans la Moldavie et la Valachie, cette nomenclature représente pour la plupart des cas, sinon la caractérisation de l'aspect d'une localité, la dérivation généalogique des habitants d'un village. Si le village s'appelle Ionești ou Petrești, ceci signifie qu'il appartenait aux descendants d'un Jean (Ion) ou d'un Pierre (Petru), qui a été le fondateur, en même temps de la famille et de l'économie rurale du village. Ce caractère, composé de noms de localités indiquant l'aspect général du terrain, et, d'un autre côté, de noms de localités indiquant toujours l'ancêtre dont provient la population du village, se retrouve ordinairement entre les Carpathes et le Danube.

En Transylvanie, il n'en est pas ainsi; une grande partie des noms propres de localités ne peuvent être ramenés ni à un terme équivalent à cet aspect naturel, ni à la personne qui aurait fondé le village. Ils appartiennent évidemment au vocabulaire slave et à cette partie du vocabulaire slave que le roumain n'a pas acceptée, qui n'est pas entrée dans l'usage commun en roumain.

Il faut admettre, par conséquent, que ces noms de caractère très ancien — il y en a même qui rappellent des origines grecques et qui ont dû passer, à mon avis, par le canal de la population thrace qui a habité ces régions —, il faut admettre, dis-je, que ces noms au caractère parfois archaïque viennent directement d'une autre population et, comme ils sont en assez grande parties slaves, aussi d'une population slave ayant occupé pen-

dant longtemps le pays. Pour faire rentrer ces Slaves dans un de ces noms archéologiques dont les sources des premiers siècles du moyen-âge ont l'habitude d'affubler des nations portant elles-mêmes une autre dénomination, il faut admettre que parmi les Sarmates qui se trouvaient dans ces régions montagneuses il y a eu, dès le commencement, un nombre important de Slaves. Bien entendu, ils n'avaient pas de rapports avec les Slaves d'Orient, mais appartenaient plutôt, comme une prolongation vers l'Est, à la population slave de Pannonie. A côté des Thraces, à côté des colons romains et des éléments romanisés, ils ont fait partie intégrante de la population transylvaine. De ce fait, une grande partie de la nomenclature de la Transylvanie s'explique, et, en même temps, l'origine des rapports entre Slaves et Roumains ne doit pas être rapportée seulement au VI^e ou au VII^e siècle; elle peut être fixée à une époque beaucoup plus éloignée. Ces Slaves de Transylvanie n'ont jamais formé, sans aucun doute, un élément politique d'une organisation différente de l'organisation représentée par l'élément thraco-roumain qui formait la base même de la population de cette région. Les conséquences qui en découlent sont très importantes.

Si ce n'est pas autant un point de départ, ce fait forme un incident curieux d'histoire ancienne s'étant passé sur ce territoire transylvain, incident qu'il faut ranger à part pour passer ensuite aux relations, de beaucoup plus fécondes, qui ont existé entre les Roumains, déjà formés comme nation, et une partie de la population slave habitant sur les deux rives du Danube.

Cette population slave appartenait aussi au rameau pannonien, qui occupait au commencement du moyen-âge une place beaucoup plus grande que celle qui revint ensuite à ceux qui, un peu avant l'invasion magyare, étaient capables de former un État, cet État morave ayant de grandes aspirations et qui, sans l'inimitié de l'Empire romain de nation germanique et sans l'invasion magyare, en serait arrivé à donner une autre forme aux régions du Danube moyen.

Ce « royaume », attaqué par les Allemands, envahi par les Magyars, a perdu son importance historique. Une grande partie des éléments qui le composaient ont passé dans la péninsule des Balcons et, bien entendu, les Slaves habitant sur la

rive gauche du Danube, n'ayant plus comme base cette région pannonienne, ont perdu le rôle historique qui paraissait devoir leur être attribué à un certain moment.

Après s'être rendu compte de la première phase des relations entre Slaves et Roumains, et avoir plus nettement départi le rôle que cette population slave de Pannonie et la population slave de la région orientale d'Europe ont joué dans le développement du peuple roumain, on peut voir quels sont les éléments que les Roumains ont pu prendre, dans la première époque de leur vie historique à leurs voisins slaves.

Le récit des campagnes de l'empereur Maurice sur la rive gauche du Danube ne parle pas d'une population roumaine. Le chroniqueur byzantin du VII^e siècle ne connaissait que des chefs et des « rois » slaves; il cite quelques noms, Ardagast¹, Mou-sakios, qui sont évidemment des noms slaves : aucun d'entre eux ne peut être ramené, ni à une racine latine, ni à une désinence appartenant aux désinences des langues romaines².

En faut-il déduire qu'à ce moment il n'y avait sur cette rive gauche du Danube qu'une masse slave, ayant jusqu'à des rois d'origine non romane, dominant des populations ayant le même sang, appartenant à la même race, que l'élément de colonisation avait totalement disparu, que l'élément indigène qui avait été absorbé par les colonisateurs avait eu le même sort, qu'il n'y avait donc, sur la rive septentrionale du Danube que l'organisation politique touranienne des Avars, d'un côté, et, de l'autre côté, sous le commandement, sous le joug des Avars, des Slaves occupant toute la plaine valaque et une partie des vallées moldaves ?

Si l'on s'en tient au témoignage des chroniques, il est bien évident qu'il ne peut pas être question de la présence d'une population latine.

Mais je crois que toute déduction tirée des noms seuls ne peut pas être soutenue en histoire. On a, il est vrai, l'habitude

¹ Cf. dans Smičiklas, *Codex diplomaticus regni Croatiae, Dalmatiae et Slavoniae*, II, Agram 1904, p. 69, le Ban Slavagast en 1151.

² Cf. notre *Geschichte des rumänischen Volkes*, I, p. 118.

de partir des noms pour reconnaître les races : on a employé ce système aussi pour répartir le rôle des Francs et celui de la population latine dans les Gaules; on a pris dans les sources de l'époque mérovingienne des noms germaniques et, on a dit : « ce qui porte le nom germanique appartient à la race franque; ce qui porte le nom romain appartient aux anciens habitants des cités, aux colons que l'invasion a trouvés sur place ». Mais, en y regardant de plus près, en ne faisant pas seulement la collection et la distribution des noms, en cherchant à voir ce qui se trouve dessous, on s'est aperçu assez facilement qu'il y a des personnes portant des noms très caractéristiques romains qui appartiennent à l'aristocratie guerrière germanique et, d'un autre côté, des personnes portant des noms germaniques très caractérisés et qui, cependant, n'appartiennent pas à la Cour du roi ni à son armée.

Les noms ont une vie qui ne s'en tient pas aux limites d'une race, et si, pour l'histoire des Roumains du xvii^e et du xviii^e siècles, même pour une grande partie du commencement du xix^e, on s'en tenait à l'analyse des noms, on arriverait à des conclusions tout à fait extraordinaires. On se dirait, parce que les noms slaves étaient très nombreux au xvii^e siècle, qu'il y a eu une nouvelle invasion slave sur la rive gauche du Danube après le moyen-âge et que l'aristocratie roumaine a été totalement transformée par cet afflux de population, comme ç'a été soutenu par le professeur Milétitsch, de l'Université de Sofia, qui décrétait solennellement qu'on parlait le slave à la Cour des princes de Valachie et de Moldavie. Puis, comme au xviii^e siècle, à l'époque des Phanariotes, il y a eu dans les noms une profonde influence grecque, il faudrait admettre que l'aristocratie d'origine slave au xvii^e aurait encore été presque complètement remplacée par une autre d'origine grecque. Ensuite, l'influence française étant venue remplacer l'influence grecque, il faudrait croire qu'alors tous les « Jean » et tous les « Pierre » appartenaient à une infiltration de race française intervenue pour transformer totalement le caractère de la société supérieure roumaine.

De sorte que, puisque, d'un côté, il est impossible, pour les raisons logiques que j'ai expliquées plus haut, d'admettre la disparition de l'élément latin sur la rive gauche du Danube, et

puisqu'e, d'un autre côté, les noms seuls ne peuvent pas fournir des conclusions en ce qui concerne la permanence ou la disparition d'une race, il faut bien admettre que la population est restée plus ou moins la même et que, à côté de la présence des Slaves, il y avait, je ne dirai pas des restes, mais des éléments nombreux et importants de population latine.

De quelle manière ces deux races vivaient-elles l'une à côté de l'autre, c'est ce que les sources — qui sont composées uniquement de chroniques, les documents manquant trop souvent pour l'époque médiévale dans l'Orient de l'Europe, — ne peuvent pas nous indiquer.

Il faut donc s'en tenir aux présomptions sans prétendre arriver à des conclusions précises, qui ne peuvent être qu'exagérées ou fausses.

Dans ces relations réciproques, il y a eu, sans doute, des territoires habités par des Slaves qui ont passé en grande partie entre les mains des Roumains et il y a eu des territoires jadis roumains qui avaient passé auparavant entre les mains des Slaves adventices.

Pour se rendre compte des conditions dans lesquelles pouvaient se perpétuer, pendant une période assez longue, ces condominiums ethniques, il faut avoir devant soi le spectacle du Banat colonisé, du Banat de Timișoara-Temesvár, colonisé au XVIII^e siècle par le régime autrichien, ou celui de la Bucovine, autrichienne aussi, qui a subi le même procédé de colonisation, quelques dizaines d'années plus tard.

Dans le Banat, à côté des Roumains, à côté des Serbes, il y a eu des colons allemands, italiens, espagnols, français. Vers la moitié du XIX^e siècle, il y avait encore des personnes parlant le français, c'est-à-dire mêlant à un mauvais français des termes slaves et des termes allemands. Et, dans la Bucovine, s'est conservé jusqu'aujourd'hui un vrai musée de nationalités. Les personnes qui s'imaginent que les nationalités se distribuent sur un territoire en formant des masses qui peuvent servir au rédacteur d'un atlas pour de belles taches coloriées ne connaissent pas les exemples historiques nombreux de colo-

nisation réalisée avec des éléments différents et la manière dont plusieurs races peuvent co-habiter.

Dans cette co-habitation du Banat et de la Bucovine, par dessus les différences nationales, il y a eu une influence générale venant de l'État; il y a eu une civilisation allemande qui leur a imposé une forme de civilisation générale. Eh bien, à l'époque dont nous nous occupons l'Empire était resté comme une nécessité profonde dans l'esprit de toutes les populations orientales, mais il n'était pas une force active. On ne pouvait pas se détacher mentalement de l'idée de l'Empire : on le voyait un peu partout; on se rendait compte de la nécessité de sa restauration; on était disposé à faire des sacrifices pour arriver à cette forme impériale, indispensable. Et, pour les Slaves de la péninsule des Balkans, il y a eu toujours, comme symbole d'une vie politique supérieure, le Tzar, comme pour les Roumains il y a eu l'empereur, l'« împărat », pour les Albanais ce même empereur, qui dans leur langue est le « mbret ». C'était la même nécessité, pour ces sociétés danubiennes et balcaniques, d'avoir à leur tête un successeur des empereurs de la Rome orientale.

Pour les Slaves, Constantinople était Tzarigrade, la cité impériale, nom qu'ils ont transmis aussi aux Roumains, lesquels, du reste, ainsi qu'il résulte d'une lettre écrite vers la fin du xvi^e siècle, employaient, d'après les Turcs, dans l'exergue des monnaies ottomanes, aussi le nom de « Constantinia ». Et, si ce correspondant d'un prince roumain a cru pouvoir donner à Constantinople un nom différent de celui qui était employé dans la société au milieu de laquelle il vivait, on peut bien admettre que c'était aussi un nom traditionnel, qui s'est perdu ensuite.

Donc, l'Empire conservait son importance et, dans toute une série de conférences parallèle à celle-ci, j'ai cherché à élucider les rapports qui existaient entre cette grande réalité théorique de l'Empire et les réalités nationales, qui n'étaient pas si étendues, mais qui avaient tout de même leur valeur réelle ¹.

Mais au-dessus des différences de races dans ces régions de la rive gauche du Danube l'Empire, tel qu'il se présentait au com-

¹ Voy. notre ouvrage *Formes byzantines et réalités balcaniques*, Bucarest-Paris 1922.

mencement du moyen-âge, n'était pas en état d'imposer aussi une civilisation. Il faut donc se demander quelle a été la civilisation qui s'est élaborée chez les habitants de la rive gauche du Danube avant le moment où la fusion roumano-slave s'est effectuée.

Il faut répondre, sans s'arrêter à ce défaut de sources qui nous accompagnera pendant une grande partie de l'exposition du sujet, que cette civilisation ne pouvait être que l'ancienne civilisation danubienne, devenue la grande civilisation populaire des régions danubiennes aussi bien que de la péninsule des Balcons.

Des éléments de cette ancienne vie culturelle se conservent dans la vie actuelle de toutes les populations qui occupent la vaste étendue de terre des Carpathes jusqu'au cap Matapan.

On a cherché parfois à creuser des bornes plus profondes entre la manière dont vivent ces différentes nations, mais on n'est guère parvenu à faire disparaître certaines similitudes essentielles. Pour quiconque étudie leur vie autrement que dans les manuels, pour quiconque a l'expérience et le sens des réalités, la manière de se vêtir, la manière de se coiffer même, la manière de bâtir les maisons, de travailler les champs, les institutions fondamentales et les éléments principaux de l'art, dans tous ses domaines, tissage, peinture, chanson, danse, rythme et même, plus que cela, le fond syntactique de la langue montrent de plus en plus que la base est commune aux Roumains, aux Slaves des Balcons, aux Albanais et aux Grecs.

Tout ceci prouve qu'il y avait bien, par dessus les différences nationales et à défaut d'une civilisation officielle unifiant les différentes races, qu'il y avait encore l'ancienne civilisation populaire héritée des Thraces qui formait l'élément d'unité dans le chaos apparent de cette vie polyethnique.

Quelle était dans cette unité la part des Slaves et quelle était la part des Roumains?

Faut-il admettre, comme on le faisait il y a quelques dizaines d'années, que les Roumains sont toujours les débiteurs des Slaves, qu'ils leur ont emprunté, ainsi que le prétendent les slavistes, les éléments essentiels de leur vie matérielle et de leur

vie morale? Ou, plutôt, faut-il en revenir à d'autres idées, qui découlent nécessairement d'une analyse non préoccupée sur les éléments que l'historien a devant soi?

Il y a d'abord la question de l'agriculture.

Une théorie très répandue, aussi pour des motifs qui n'étaient pas scientifiques, mais bien politiques et présentée surtout par un grand slaviste d'Autriche, Miklosich, prétend que les Roumains étaient au commencement une nation de pâtres. C'est, en effet, un grand avantage pour les faire circuler d'une rive du Danube à l'autre. On ne peut pas déloger une population agricole et la voir s'enfoncer dans les Balkans pour revenir, au xiii^e ou xiv^e siècle, sur la rive gauche qu'elle avait quittée des siècles auparavant. Pour admettre cette impossibilité matérielle, il fallait bien supposer, non seulement que les Roumains étaient des bergers et uniquement des bergers, mais qu'être berger signifie, dans la théorie, sur les pages des livres, tout autre chose que dans la réalité des choses. Parce qu'un berger n'est pas un ambulancier; ce n'est pas quelqu'un toujours en quête d'une nouvelle habitation, un déraciné n'ayant pas même besoin de trouver un nouveau sol pour y plonger ses racines. Pour quiconque, avant de faire un peu d'histoire, surtout au moyen-âge, se croit le devoir d'une certaine initiation à l'ethnographie, telle qu'on la voit dans la vie actuelle des nations, qui reproduit en grande partie celle des siècles précédents, le berger a seulement, poussé par une nécessité élémentaire, la coutume d'employer toujours au même moment de l'année la même route pour arriver aux mêmes pâturages et pouvoir se servir en chemin des mêmes puits.

Si on étudie la vie des bergers d'Espagne, la vie des bergers italiens des Abruzzes, la vie des pâtres du Pinde ou des Balkans, si on préfère aussi étudier cette vie, qui s'est si bien maintenue jusqu'à notre époque, des pâtres touraniens de l'Asie centrale, on arrive au même résultat : le berger n'est pas un homme sans patrie, c'est un homme qui en a deux : il a une patrie d'hiver et une patrie d'été et il part à une date dûment fixée pour abandonner un habitat et en chercher un autre. C'est ce qu'on appelle la transhumance.

Ensuite, dire qu'être berger signifie se trouver nécessaire-

*aiurca ri do usa intelenl de roman
rezi Histoire des Roumains*

ment sur un degré inférieur de civilisation et ne pas pouvoir aspirer à l'honneur d'être agriculteur, c'est commettre une autre erreur de fait, c'est se trouver de nouveau en opposition avec la réalité élémentaire. Il y a des bergers italiens, espagnols, représentant tout de même, sous une forme simple, la civilisation européenne, et les bergers du Pinde n'ont pas été — leur langue le prouve — sans connaître l'agriculture. L'agriculture a pu être pratiquée par une partie des membres de la famille pendant une partie de l'année, tandis que l'autre partie du groupe allait chercher dans telles vallées ou sur tels plateaux les pâturages nécessaires pour leurs troupeaux.

Mais on objecte que l'agriculture n'était pas au début l'occupation des Roumains, parce que, parmi les noms qu'ils emploient pour noter les occupations et les produits agricoles, il y en a qui appartiennent aux Slaves. Et on commence par citer le nom de la charrue. Le nom de la charrue est en roumain *plug*, et, s'il correspond au *pflug* allemand, il est identique au terme qu'emploient les Slaves pour désigner la charrue. Mais, malheureusement pour la théorie, on oublie le terme employé pour désigner la charrue dans un autre dialecte roumain que celui de la Dacie, le dialecte des Balcons, qui a conservé le nom latin.

De plus, si d'autres instruments employés pour l'agriculture ont aussi des noms slaves, il faut tenir compte de ce fait que toutes les occupations principales de l'agriculture et tous les produits de l'agriculture appartiennent au fond latin. Labourer s'appelle *a ara* ; semer *a sămăna* ; cueillir la récolte se dit *a culege*, et ainsi de suite ¹.

Le blé s'appelle *grâu*, « le grain », l'avoine *ovăs*, l'orge *orz*, etc.

Puisque les occupations principales sont désignées par des termes latins, puisque les principaux produits de l'agriculture sont aussi latins, puisque cette partie de la vie, plus grande qu'on ne se l'imagine pour toute la nation roumaine, se tient, en fait de noms, dans le domaine latin, il faut chercher une autre explication à ces termes d'outils agricoles qui sont slaves.

Cette explication, la voici : celui qui achète un objet, em-

¹ Pour toute cette partie voir le chapitre VI de notre *Histoire des Roumains et de leur civilisation*, Paris 1920 ; 2^e éd., Bucarest 1922.

prunte le plus souvent pour l'objet qu'il achète le nom que lui donne le marchand. Il y avait le long du Danube des *emporia*, pour la population roumaine intérieure; dans ces « *emporia* », il y avait eu, au commencement, le marchand latin; le marchand latin avait été remplacé par le marchand grec, et celui-ci, plus tard, par le marchand slave. Et, en abandonnant un outil que l'on se fabriquait soi-même pour un outil plus perfectionné, que l'on allait chercher chez le marchand, on employait donc le nom que le marchand lui-même donnait à l'objet. Sans les relations de commerce on ne parviendrait pas à s'expliquer ces noms. Mais, en général, on est en train de revenir sur cette pratique philologique qui prétendait que, si le nom d'un objet était emprunté à une autre nation, l'objet lui-même devait lui être emprunté : il y a des objets qui changent, à travers les siècles, plusieurs fois, de nom sous différentes influences économiques et culturelles; il ne suffit donc pas de trouver des similitudes linguistiques pour trouver aussitôt une dérivation culturelle.

Mais il y a un autre motif de ne pas admettre que l'agriculture, pratiquée d'abord par les Slaves, leur aurait été empruntée plus tard par les Roumains.

Il y a eu un moment où les Slaves se trouvaient entre les Roumains et Byzance, et il y a eu un autre moment où les Roumains eux-mêmes se trouvaient entre les Slaves et la civilisation byzantine. Celui qui se trouvait le plus près de la civilisation byzantine, des villes plus importantes de la péninsule des Balkans était celui qui pouvait transmettre des notions aux autres. Il ne faut donc pas penser qu'il y avait deux populations menant une vie économique différente et que, de ces deux populations, celle qui avait appartenu au monde barbare était en même temps celle qui pouvait transmettre des éléments à l'autre population, qui avait fait partie de l'Empire et qui en gardait les traditions.

Il y a eu sans doute un échange de coutumes, il y a eu un échange d'occupations, il y a eu un échange d'instruments, un échange de civilisation matérielle et morale entre les deux groupes nationaux. Il est bien difficile de fixer ce qui revient à chacun de ces groupes, mais admettre la théorie slaviste qui

se manifeste dans l'exposition de Miklosich, cette théorie du berger roumain empruntant l'agriculture à son voisin de village ou à son voisin de vallée slave, cela est décidément une chose impossible.

Sous le rapport moral, l'élément principal c'était la religion. D'après les mêmes slavistes, les Roumains, population condamnée perpétuellement à un état de civilisation inférieure, auraient emprunté leur *lege* à leurs voisins d'outre-Danube, et ces philologues prétendent que cet emprunt aurait été fait non pas aux Serbes, mais aux Bulgares. En se basant encore une fois sur un certain nombre de mots, on arrive à ce résultat, et nous verrons s'il peut être maintenu.

D'abord, il est indubitable que dans la population qui s'était établie officiellement sur la rive gauche du Danube, population comprenant des éléments pris un peu partout, il y avait des habitants de la péninsule même des Balkans précédemment romanisés et des Asiatiques. Leur présence seule suffit à expliquer pourquoi tous les cultes de l'Asie, celui de Mithras comme celui de Jupiter Dolichenus, devaient se rencontrer en Dacie. Mais, ceci étant donné, il ne faut pas commettre l'erreur de croire que, cette colonisation accomplie, la porte pour toute influence religieuse a été fermée, parce que, malgré les mines de métaux précieux, malgré les facultés de s'enrichir qui se trouvaient en Dacie, un nouveau venu n'avait pas la permission de pénétrer où toutes les places étaient occupées. Il y a eu sans cesse aussi un courant chrétien se dirigeant vers ces riches régions inexplorées après que, au moment même de la colonisation de Trajan, l'idée chrétienne avait pénétré en Dacie.

On objecte que les preuves matérielles manquent. Il faut d'abord tenir compte du caractère encore très réduit des explorations. Celles qui ont été pratiquées dans l'ancien royaume de Roumanie n'ont guère été étendues et, en Transylvanie, le gouvernement magyar, qui savait bien la force que retirait l'élément roumain de la conscience de sa relation généalogique avec la romanité, ne se donnait pas beaucoup de peine pour faire étudier les ruines des villes romaines. Mais plus d'une fois on y a trouvé la croix et des formules qui indiquent une population chrétienne, des siècles avant l'entrée des Bulgares

touraniens, vers la fin du VII^e siècle, dans la péninsule des Balkans.

S'il s'agissait d'une influence exercée par les Slaves non organisés dans cette péninsule, on se demande comment une population qui n'est pas arrivée à se cristalliser sous le rapport politique peut avoir une Église organisée et comment cette Église organisée, avec ses évêques et ses archevêques, pourrait exercer une influence sur des territoires voisins.

En même temps, on a signalé la présence de missionnaires latins en territoire roumain sur la rive gauche du Danube. — Bien que ce ne soit pas tout le cadre de cette leçon, nous sommes arrêtés surtout sur le territoire de la rive gauche. Nous considérons toute cette latinité comme un seul bloc, mais le problème se pose en première ligne pour la rive gauche, et il faut bien s'en tenir, pour le moment, à cette rive seule. — On a signalé, dis-je, des missionnaires latins venant des régions occidentales et qui ont prêché en Dacie. C'est bien naturel. On parle des relations avec l'Occident, des relations avec l'Orient sans tenir compte des chemins, des voies de communication. Eh bien, pendant longtemps la voie de l'Occident a été ouverte pour les relations de commerce, aussi bien que pour les influences de civilisation, des régions de l'ancienne Dacie. Avec les traces d'anciens colons chrétiens, avec la présence d'éléments missionnaires qui sont venus plus tard dans ces régions de la rive gauche, on a cependant un troisième élément qui tranche définitivement cette question des emprunts chrétiens possibles entre Slaves et Roumains : c'est le vocabulaire même du christianisme chez ces derniers.

Ce vocabulaire est latin dans tout ce qu'il a d'essentiel. Dieu s'appelle *Dumnezeu*, « dominus deus »; le credo, c'est le *crez*. Non seulement l'ancien terme latin pour la religion s'est maintenu, mais ce terme est celui de tout ordre légal, car il y a bien le terme populaire de *lege*, loi. Religion et loi sont synonymes pour les masses populaires roumaines. Si le nom de « saint » est sans doute emprunté à un terme slave, il ne faut pas oublier que dans les noms composés de saints il n'y a pas *sfânt*, mais *sânt*, qui vient de *sanctus*, latin. Saint Nicolas s'appelle « *Sânicoară* »; Saint Théodore, *Sântoader*, Saint Pierre, *Sâmpietru*, Saint Demètre,

Simedrea, Saint Georges, *Sângeorz*, Saint Jean, *Sânziene*, Sainte-Marie, *Sântă-Măria* ou encore *Sâmeria*, *Simeria* (nom de localité de Transylvanie) et Saint Basile s'appelle *Sân-Văsiu*. De sorte que, lorsqu'il s'agit du nom générique des saints, on a le terme emprunté au slave, et lorsqu'il s'agit de ses composés extrêmement archaïques, on trouve toujours la forme dérivée du latin.

En ce qui concerne les mystères de la religion chrétienne, ces mystères sont représentés par des mots latins, et on dit : *mărturisire*, *martyrisare*, porter témoignage pour « se confesser » et *cuminecătură*, c'est-à-dire « communication faite par l'hostie ». S'il y avait eu un christianisme emprunté aux Slaves, du moins pour les mystères, il y aurait des termes empruntés au vocabulaire de la nation qui aurait donné les éléments de la religion¹. L'église s'appelle *biserică*, *basilica*², et dans les langues romanes on ne trouve pas ce terme, sauf pour deux régions : d'un côté, chez les Romains qui habitaient à une époque plus éloignée la région pannonienne et qui, par suite des invasions, ont été rejetés vers les Alpes, les Roumanches, et, de l'autre côté, en Sardaigne³.

Les rapports entre la Sardaigne isolée par sa situation maritime et la rive gauche du Danube sont, du reste, nombreux et n'appartiennent pas à un seul ordre de recherches. Il y a un parallélisme général à établir entre cette Sardaigne restée à part, sans contact avec la côte italienne, et ces formes particulières de civilisation et de vie politique qu'ont été les régions roumaines.

Et, si l'on passe (on n'a pas fait d'observations sur ce terrain) aux noms des fêtes principales de la religion chrétienne, on verra que ces fêtes sont nommées par des termes appartenant au vocabulaire latin. On a trouvé l'origine latine de « *Crăciun* » : *calationem*. Mais il y avait un autre terme pour Noël, un terme que l'on rencontre encore dans des documents du XVII^e siècle : *Născutul*, qui correspond à *Natale*, dont est dérivé

¹ Cf. tout dernièrement aussi Ștefan Meș, *Istoria neamului românesc*, I, Sibiu, 1922, pp 62-63.

² Le prêtre c'est le *popa*, le *preat*, le *presbyter* : on l'appelle *părinte*, « parent ».

³ Sanctasque baseleas defranguntur ; Mommsen, *Chronica saeculi quinti*, p. 29.

le mot français. Le nom de Pâques a été emprunté par le canal latin. La grande solennité du baptême du Christ s'appelle *Bobotează*; on reconnaît le nom latin *baptizare*, avec un préfixe de réduplication.

La Pentecôte s'appelle « le grand dimanche », *Dumineca mare*, et il faut tenir compte de ce fait que, dans une seule des langues romanes, — sauf aussi dans un dialecte italien —, la Pentecôte porte ce nom de « grand dimanche » pour se rendre compte qu'une religion nationale qui a de pareils termes populaires pour les principales cérémonies, pour ces *serbători*, « *servatoria* », c'est-à-dire « jours où l'on observe certains rites », que cette religion n'a pas été contrainte à mendier chez les voisins les termes nécessaires pour tout ce qui concerne sa vie religieuse.

Il a fallu revenir encore une fois sur ce procès entre la philologie slave et les résultats auxquels arrivent les recherches ultérieures des philologues roumains pour être bien fixé sur ce point.

Il y a un autre domaine où certainement la vie slave a influencé la vie roumaine. Au VII^e siècle, il y avait sur la rive gauche du Danube des chefs et des rois slaves; faut-il admettre que l'idée politique a été imposée aux Roumains par leurs voisins slaves?

On pourrait objecter : Pourquoi ceux qui étaient en état de créer des royautes ou des principautés sur la rive gauche du Danube ont-ils été incapables de se former une vie politique propre dans cette péninsule des Balcons même, où ces Slaves n'ont été organisés sous le rapport politique qu'à l'apparition des Bulgares? Puisqu'au moment où les Bulgares sont apparus dans la péninsule, ils n'ont pas trouvé une organisation qu'ils auraient dû combattre et remplacer. Dans la péninsule des Balcons, ils étaient plus nombreux et ils se sont maintenus; il a fallu cependant une influence étrangère comme celle des Bulgares pour leur donner une forme politique. Comment est-il donc possible que des siècles auparavant une influence créatrice des Slaves se soit exercée sur les Roumains?

La conclusion à laquelle il faut arriver est tout autre.

Les Slaves, sous l'influence des Bulgares ou sans l'influence des Bulgares, comme c'est le cas pour les Serbes, « les Esclavons », ont été orientés vers une formation politique d'après

deux grands exemples, qui les ont séduits et dominés : d'un côté, l'exemple de l'Empire constantinopolitain, du césarisme romain de Constantinople, et, de l'autre, l'influence de la royauté carolingienne. Les Bulgares ont eu leur Tzar dérivé des Césars de Byzance; les Serbes ont eu leur Kral dérivé du Carolus occidental, de Charlemagne. Les uns et les autres ont accepté des formes qui ne venaient pas de leur tradition populaire. Et, comme un résultat du fait d'avoir emprunté leurs formes d'organisation à une autre nation, ils ne sont pas parvenus à borner leur ambition au moyen-âge et à rester dans des limites nationales qu'ils auraient pu conserver; il y a eu une grande tragédie des Bulgares et Serbes dans la péninsule des Balkans, toute une série d'efforts inutiles, un drame historique qui, en épuisant les forces de ses protagonistes, n'est pas arrivé à la conclusion logique : la possession de Constantinople par l'une ou l'autre de ces nations. Tandis que l'organisation roumaine repose dans ses formes définitives, telles que ces formes se trouvent au xiv^e siècle, sur une autre base : sur la base de la conception populaire d'un Empire n'ayant pas de siège dans Rome ancienne ou dans Rome nouvelle, mais dont le siège idéal était dans la conscience même de cette nation.

Le conte populaire roumain ne connaît pas de roi. Il est sans doute emprunté, comme pour les autres nations européennes, à d'anciennes origines asiatiques, mais il y a des conceptions spéciales roumaines dans la fable de ce conte généralement européen. Eh bien, dans ce conte, dans ce récit légendaire d'imagination populaire, il n'est jamais question d'un roi : il n'est question que de l'empereur. L'empereur domine tout, et, lorsque l'empereur n'est pas nommé par son nom habituel, « împărat », qui s'est conservé — nous l'avons dit —, de même que le terme « lege » pour loi et d'autres éléments fondamentaux de toute vie organisée, le roumain emploie le terme de *domn*. Son chef supérieur, c'est ce « *domn* », *dominus*, ne représentant pas une notion politique inférieure à celle de l'empereur. Car le « *dominus* », c'est l'empereur lui-même : quand on appelait au moyen-âge « *dominus noster papa* » le Pape, c'est parce qu'il héritait à Rome des droits de l'empereur. Ce nom a passé aussi dans d'autres domaines avec

le même sens de « suprême ». Lorsqu'il s'agit des plus belles pommes, on les appelle des « pommes *domnești* » comme on dirait : des pommes impériales, des pommes comme l'on pouvait en recueillir, à une certaine époque, dans le jardin de l'empereur. De même dans l'église les portes du jubé, donnant accès à l'autel, ce sont les *uși împărătești*, les « huis impériaux ».

De sorte que, par dessus l'organisation primitive des juges, *juzi'*, avec leur procédure de jugement toute latine (*a pune zi*, « fixer le jour »), « donner la loi », la sentence, *lege peste lege*, « loi sur loi », appel, *a rămânea de lege*, « rester de loi », perdre le procès, on arrive à des formes supérieures : on dépasse les degrés d'organisation des Slaves pour arriver directement à l'empereur authentique.

Les Roumains ont adopté plus tard le nom de voévode, qui correspond au duc latin. Charlemagne étant venu, lors de ses conquêtes en Pannonie, avec ses ducs et ses comtes, les ducs adoptés par les Slaves ont été des voévodes, des « chefs d'armée ». Chez les Roumains, ce nom a été transformé par l'usage populaire en une forme plus réduite, en « *vodă* » et elle est restée jusqu'au règne du souverain actuel : on ne s'est pas encore habitué à dire *Ferdinand-Vodă*, mais on disait encore *Carol-Vodă* pour son prédécesseur.

On n'a pas adopté, le nom du « *kral* », qui existe littérairement, mais qui ne fait pas partie du vocabulaire populaire.

Ceci fixe le caractère même des premières fondations d'État roumains. Il y a eu d'abord une fondation sur la rive droite du Danube, du côté de Silistrie et de la Dobrogea. Dès le XI^e siècle, on constate cette formation politique roumaine, qui ne s'est pas perpétuée, mais dont on retrouve les traces à l'époque de l'empereur Alexis.

Puis, comme cette organisation danubienne n'a pas pu se maintenir, une autre organisation s'est formée, d'abord en Valachie, puis, ensuite, dans les montagnes de Moldavie. Il y a eu, alors, à la place de l'ancienne formation sur le Danube, une

¹ La forme *knèze*, slave, pour « juge » vient des usages de la chancellerie d'emprunt.

Roumanie valaque, à Argeș, et une Roumanie moldave, à Baia à l'autre bout des Carpathes. Mais ni l'une ni l'autre de ces formations n'avait le cachet slave de l'aspiration vers Byzance.

Le moyen-âge, tel qu'il se manifeste dans la pensée des nations habitant la péninsule des Balcans n'existe donc pas dans la conception des Roumains, créateurs d'États à cette époque. La principauté qui se forme à Argeș porte le nom de « *Tara-Românească* », c'est-à-dire « domination de tout le pays roumain ».

Ceci suppose tout d'abord avoir pour chef, non quelqu'un qui vise Constantinople et qui aura sa vraie qualité impériale seulement lorsqu'il dominera Constantinople, ainsi que le rêvaient les Bulgares et les Serbes sans arriver jamais à cette domination. Ceci signifie un chef qui s'est établi dès le commencement au milieu de la nation qu'il a créée et au seul profit de cette nation. D'un autre côté, il y a une délimitation géographique : on n'a en vue que cette terre « roumaine » ; cette terre « *romanesca* » dont les conquêtes des rois magyars avaient détaché, vers 1100, une partie, la Transylvanie, qui était considérée comme un lambeau arraché à « *Tara-Românească* », qui pouvait être plus grande, plus petite, selon les hasards de l'expansion des voisins, mais qui restait dans la conception populaire une chose unique et éternelle.

Il ne s'agit donc pas seulement d'une conception impériale dans la qualité de son chef, qui avait tous les droits de l'ancien empereur et qui les a exercés à travers les siècles, malgré les Turcs et par-dessus les Turcs. Cet « empereur » roumain avait droit de vie et de mort sur ses sujets, il battait monnaie, rassemblait des armées. On ne pouvait pas être propriétaire d'une terre sans avoir la *carte*, la « charte » du prince, et, si, après avoir eu cette charte, le prince changeait, il fallait parfois se présenter devant son successeur pour l'obtenir à nouveau. C'était la seule manière d'être bien garanti. L'« empereur », *domn*, pouvait confisquer n'importe quelle terre pour des motifs de trahison, dans le but de récompenser un fidèle. Toute propriété de terre était donc en fonction légale du chef du pays qui existait au moment où était délivrée la charte.

Il n'y eut que cette domination impériale; il n'y eut que cette délimitation géographique précise : la « terre roumaine » et rien

que la « terre roumaine ». On aurait bien pu risquer des aventures au-delà du Danube; on en avait bien les moyens. Même, au moment de l'invasion ottomane, les Roumains ont été à Silistrie, ils ont été dans la Dobrogea. Les Bulgares et les Serbes, menacés de la conquête turque, appelaient ces « domni » leurs « rois »; tout le monde religieux grec les saluait, jusqu'au xvi^e, au xvii^e, au xviii^e siècles, comme les successeurs des empereurs de Byzance, et sur les fresques des églises ils ne portent point un bonnet de duc, mais la couronne impériale. Les annales slaves commencent par les patriarches, continuent par les rois d'Israël, arrivent aux empereurs de Byzance, poursuivent par les Tzars slaves et, après la disparition du dernier, il y a la succession, naturelle, des princes de Moldavie et de Valachie. Ils se revêtaient de pourpre et avaient tous les attributs de la puissance suprême. Et même, au xvi^e et au xvii^e siècles, chez les Grecs de Constantinople, dont les Patriarches étaient à la disposition de ces potentats, qui intervenaient auprès des Turcs pour les nommer, souvent contre la volonté de certains dignitaires ottomans, ils étaient considérés comme les maîtres chrétiens. En plus, les livres grecs, les livres syriens, et jusqu'aux livres géorgiens, s'imprimaient en Valachie à la fin du xvii^e siècle.

Cependant, malgré ce caractère impérial qu'on leur attribuait, ces princes n'allaient pas au-delà des bornes précises de la « terre roumaine ». Les villes de la rive droite étaient occupées à un certain moment provisoirement, pour des motifs de défense; aussitôt après on les abandonnait pour revenir à ces strictes limites territoriales qui étaient en même temps des limites nationales.

De sorte qu'alors que le moyen-âge s'est continué chez les Slaves jusqu'au complet épuisement de la race, qui s'est détruite en convoitant la possession, impossible, de Byzance, l'organisme patriarcal roumain a conservé, dans un vêtement populaire, naïf, rural, les traditions de l'Empire, faisant pressentir déjà dans les Carpathes les principes qui dirigeront partout en Europe l'ère moderne.

Chaque fois que les armées de Constantin, de Justinien et de Maurice ont paru sur la rive gauche du Danube, ce n'était pas

dece

m. a =

ain ma
congruen

en conquérants, avec un sentiment d'hostilité et comme un danger menaçant : c'était seulement le chef qui revenait. Lorsqu'il n'y a plus eu possibilité pour l'empereur de se réinstaller dans ses États, on a créé alors du milieu de la vie populaire l'empereur local, le « domn ». C'était en même temps un ineffaçable souvenir de la dignité impériale et c'était une création moderne venue du milieu des masses populaires.

Car ce n'est pas, comme ailleurs, l'État qui forme la nation : ici c'est la nation qui forme l'État.

Ceci est le caractère distinctif même de cette « domnie » romaine et en même temps la garantie pour l'avenir de ces pays qui ont pu se maintenir par le fait que ce n'était pas sur la base d'une glorieuse tradition étrangère, ayant comme soutien les forces d'une aristocratie guerrière, que s'était formé l'État, mais par la conscience de chacun de ces humbles dont l'action réunie l'avait créé.

TROISIÈME LEÇON

LES ROUMAINS ET L'IMPÉRIALISME BALCANIQUE

Il s'agit maintenant d'étudier les relations entre les organismes politiques à caractère impérial qui s'étaient formés dans les Balcans et entre les Roumains.

Et dans ce but il faut retourner dans le passé plus lointain, car ce n'est pas la première fois vers la fin du xiv^e siècle que les Roumains se sont trouvés devant un Empire balcanique cherchant à prendre possession de la rive gauche du fleuve.

Il y a eu avant l'apparition ottomane des phénomènes semblables. Le premier État bulgare, le seul vraiment bulgare, celui de la rive du Pont Euxin, à Preslav, n'a jamais eu le désir, ni — étant donnée la domination byzantine dans la Mer Noire et sur le cours du Danube — la possibilité de dominer la rive gauche du fleuve. Le second a été, dans le Pinde, une création, sous le nom consacré de Tzarat bulgare et avec le concours de l'Église slave des Bulgares, des races de la Macédoine, Roumains et Albanais. Mais voici que jusque dans l'*Histoire des Roumains* de mon ancien maître A. D. Xénopol il est question au xiii^e siècle d'un « Empire roumano-bulgare » ou « bulgaro-roumain », selon le point de vue auquel on se place. Cet « Empire » aurait exercé son influence, sa domination, sur les Roumains de la péninsule balcanique, d'un côté, et, de l'autre, il se serait étendu même sur la rive gauche du fleuve. Pendant la dernière guerre, lorsqu'il s'agissait de mettre en vue certaines revendications bulgares par des livres et par des atlas, telle publication de M. Rizov, représentant de la Bulgarie à Berlin, étendait les possessions bulgares au moyen-âge jusqu'au milieu de la Transylvanie pour avancer même un peu plus loin dans les régions centrales de l'Europe. Il faut donc avoir une idée

nette de ce qu'était cet Empire « bulgare-roumain » ou « roumano-bulgare », — deux termes que je trouve tout aussi peu propres pour représenter la réalité qu'ils ont recouverte quelque temps.

Comme je m'en suis occupé plus récemment dans mon cours sur les formes byzantines et les réalités nationales dans les Balkans¹, il suffira de dire ici qu'il s'est agi d'une seconde réédition, au XIII^e siècle, de l'État bulgare avec des éléments qui n'étaient pas bulgares. La Bulgarie nationale s'était épuisée en combattant Byzance, à la fin du X^e siècle. Il ne restait pas suffisamment d'éléments nationaux pour former aussitôt un autre État. Dans toute l'histoire universelle, on ne rencontrera jamais ce cas d'une nation qui s'épuise à maintenir une forme politique, qui tombe avec elle et qui, quelques années seulement après cet effondrement de son Empire, en crée un autre dans le voisinage immédiat des frontières mêmes de celui qui venait de s'effondrer. Le premier Empire bulgare était, nous l'avons dit, du côté de la Mer Noire; le prétendu « second Empire » du X^e siècle était dirigé plutôt du côté de la Macédoine et de l'Adriatique; donc sa base territoriale était toute autre : les habitants n'étaient pas des Bulgares et ce n'était pas une région de vie bulgare, car les Bulgares étaient plutôt une population de citadins, tandis que là-bas il y avait une population rurale, nécessairement albanaise, roumaine, serbe. Cet État n'a pas pu durer et seulement à la fin du XII^e siècle on a un autre essai de reconstitution de l'Empire slave opposé à Byzance et qui s'appela lui aussi « Bulgarie », parce que, lorsqu'on voulait représenter une légitimité, si l'on n'était pas Byzance, il fallait être Bulgarie : il n'y avait que cette forme d'opposition à Byzance.

Cette autre tentative s'est formée en Thessalie, pour s'étendre dans les Balkans, sous une famille manifestement d'origine pastorale roumaine, la famille de Pierre, d'Asan et de Johannice, Ioniță, trois frères. Le Pape les appelait dans ses missives des « Blaci », des Valaques, il parlait de leurs origines romaines peut-être parce qu'il mettait le terme de Rhomées, que Johannice en tant qu'empereur s'arrogeait, en relation avec les Romains d'au-

¹ Voy. *Formes byzantines et réalités balkaniques*, Paris-Bucarest 1922

trefois, donnant un sens national à un terme de chancellerie qui n'était qu'une prétention diplomatique et politique. Mais, quand il s'agit des éléments de base, il faut dire que cette fondation aussi est due à la vitalité des races qui habitaient la région occidentale de la péninsule des Balcans : en première ligne de cette race roumaine et des Albanais, à moitié latins eux-mêmes, qui habitaient, confondus avec les Roumains, cette même région de la péninsule. Plus tard, après la phase valaque, la phase roumaine, d'incursions dévastatrices, de passages subits d'une province à l'autre, de surprises destinées à vaincre toujours contre les lourdes armées byzantines qui ne s'attendaient pas à voir paraître ces ennemis d'une si grande élasticité et d'une hardiesse si téméraire, après que cette phase eût été terminée, lorsqu'il s'est agi de donner un nom définitif à l'État, d'emprunter une tradition et de s'attribuer une légitimité — parce qu'au contraire des faits qui se passent à l'époque actuelle, au moyen-âge il fallait que toute fondation politique eût un titre de légitimité et on ne pouvait le chercher dans les cabanes des pâtres valaques, mais seulement dans le souvenir des Tzars bulgares et de leurs émules d'Ochrida, — lorsqu'il s'est agi aussi de donner à cet État une Église, — et on ne pouvait pas la trouver dans le service patriarcal accompli par Dieu sait quels moines ou prêtres dans les vallées de ces montagnes, mais dans les traditions ininterrompues de l'Église bulgare —, l'État est devenu sans aucun doute un État bulgare. Bulgare en tant que tendances impériales bulgares, en tant qu'organisme religieux attaché à son existence politique, et bulgare aussi en ce qui concerne sa nouvelle base, car il y a eu aussitôt sans doute une transposition de cet « Empire », surgi sur le territoire de l'ancienne Bulgarie à l'Ouest des Balcans, vers l'Est. Et, lorsque cet État a eu sa capitale à Trnovo, la couleur nationale qui s'imposa fut celle des populations de cette région balcanique qui avait fait partie du premier Empire bulgare.

Mais on a prétendu que cet Empire a étendu sa dénomination sur la rive gauche du Danube. Il y a un argument de fait qui se présente aussitôt pour rejeter cette hypothèse. Pour entreprendre une expédition vers le Nord, il fallait que ce Nord eût offert certains appâts à cette dynastie des Assénides; mais la

rive gauche restait purement patriarcale; elle n'avait pas à offrir de richesses accumulées; aucun titre glorieux ne pouvait être attaché à la possession de ces districts de la steppe valaque ou de la région de forêts qui bornait cette steppe. L'État des Assénides avait une grande mission balcanique à accomplir. Cette mission qui tendait à la possession de Constantinople n'a jamais été accomplie jusqu'au bout. Elle est restée toujours trop vaste pour les fondateurs de cet Empire, qui ont rencontré, à côté d'une population amie, parmi les Grecs des Balcons, une forte opposition de la part des rivaux pour la possession de Constantinople qui étaient les Byzantins réfugiés à Nicée et à Trébizonde. En même temps, cette domination bulgare se butait à une opposition, bien naturelle, du côté où le Tzar Siméon avait trouvé, au x^e siècle, un pareil empêchement à l'extension de ses frontières, du côté de l'Adriatique. Et on ne comprend pas comment un État se dirigeant du côté de Constantinople, où l'attendaient les voies de commerce ouvertes et la domination sur d'autres populations, aurait eu, avec l'organisation rudimentaire qu'on doit supposer à n'importe quelle formation du moyen-âge oriental, toutes les forces nécessaires pour se diriger vers la rive gauche, « déserte » et pauvre, du Danube. On n'attendait rien d'une vie patriarcale n'ayant pour sa propre existence d'autres moyens que ceux qui correspondent à un état encore primitif de vie en commun.

Il faut décidément rejeter cette idée d'un état roumano-bulgare où Roumains et Bulgares se seraient associés, à titre nationaux égaux, pour former un État appartenant aux deux nationalités en même temps, quitte à abandonner ensuite le caractère roumain dans la partie la plus étendue de sa durée. Et, étant donné le caractère manifestement bulgare qu'a eu alors le « troisième Empire », il faut reconnaître que cet État, dirigé, jusqu'à l'épuisement complet de ses forces, vers le Sud et vers l'Ouest, n'a pu disposer des moyens nécessaires pour occuper un territoire qui ne lui promettait rien et n'aurait rien ajouté ni à sa puissance, ni à ses richesses, ni à son prestige.

Mais cet État a laissé, je ne dirai pas après sa disparition, mais après que son essor offensif eût cessé, une fondation spéciale roumaine dans la péninsule des Balcons, en Thessalie, qui avait

servi de base pendant longtemps à l'existence patriarcale des Roumains. Cette Thessalie, où ils gardaient leurs troupeaux, leurs champs, qui n'était jamais complètement abandonnée par la partie de la population n'accompagnant pas les bergers, où ils avaient leurs marchés, leurs places de pèlerinage, où conservée sous les deux rapports jusqu'au xiv^e et même jusqu'au xv^e siècle. Il y avait une Petite Valachie et, dans les régions de l'Acarnanie, une Valachie Supérieure : une Mikra-Vlachia et une Ano-Vlachia.

A côté de cette Grande Valachie, que les Grecs appelaient Mégalo-Vlachia, il y avait deux autres d'une moins grande étendue qui se sont maintenues comme réalités plutôt que comme noms, tandis que la Grande Valachie elle-même s'est conservée sous les deux rapports jusqu'au xiv^e et même jusqu'au xv^e siècle. Il y avait une Petite Valachie et, dans les régions de l'Acarnanie, une Valachie Supérieure : une Mikra-Vlachia et une Ano-Vlachia.

Ces territoires n'ont jamais formé des États roumains à vrai titre. La population roumaine qui s'y trouvait n'a jamais eu ni le nombre, ni la vitalité, ni l'énergie, ni la continuité d'efforts nécessaires pour l'établissement d'une forme politique. Les pâtres ont conservé leurs chefs traditionnels, ces « tschelnics » qui sont connus par la biographie d'un d'entre eux, dans ce curieux manuel d'administration civile et militaire byzantine en relation avec le nom de Kékaumenos. Ces chefs naturels de la population roumaine ont continué à défendre les leurs, lorsqu'ils étaient attaqués, contre des voisins qui étaient souvent des ennemis, mais jamais dans cette région méridionale des établissements roumains il n'y a eu cette concentration qui s'est passée au Nord, vers Silistrie et la Dobrogea, dominant, au xi^e siècle, nécessairement, la rive opposée du fleuve. De sorte que les chefs de ces Roumains de Thessalie ont été des étrangers, des Grecs appartenant à la dynastie régnante à Constantinople, qui y envoyait des délégués jouissant d'une grande liberté de mouvements et ornés d'un prestige supérieur. Lorsqu'au commencement du xiv^e siècle dans les montagnes d'Arges l'État de la « Terre Roumaine » a été fondé par Basarab, lorsque, quelques dizaines d'années plus tard, un autre établissement politique

des o
accus
la nor

roumain a été fondé du côté de Baia, ces fondations ont présenté un grand avantage pour la race roumaine : elle pouvait se défendre avec un point de ralliement. Il y avait un ou deux chefs mêmes, après 1360, qui étaient indiqués pour conduire la race entière vers ses destinées naturelles. Mais, puisque cette concentration s'était faite sur la rive gauche du Danube, il y a eu le désavantage, pour les éléments restés dans les Balcons, que ces éléments ont été recouverts par des populations allogènes. Et, comme il y avait entre les deux principautés, si éloignées de ces éléments balcaniques, un espace étendu, dominé par d'autres États, habités par d'autres races, *l'unité nationale élémentaire en a été rompue.*

Comme on le voit, il y a un avantage d'un côté, car toute nation qui parvient à former un État en arrive par ce fait seul à se hausser d'un degré dans l'échelle du développement historique, mais, en même temps, si l'État qui s'est formé de cette façon n'est pas en état de rallier, dès le commencement, tous les éléments appartenant à la race, il y a pour les éléments qui ne parviennent pas à être reliés au chef politique surgi au milieu de la nation pour en dominer les destinées un fort désavantage. Cependant, au moment où les principautés de Valachie et de Moldavie surgissaient sans pouvoir penser au sort de la population roumaine vivant là-bas, dans la Grande Valachie des Balcons, abandonnée aux chefs étrangers et aux vicissitudes que devaient amener la conquête ottomane, on rencontre deux autres établissements politiques qu'on ne connaît pas suffisamment et qui, du moment que toute la conscience politique s'est fixée dans les Carpathes, sont restés en dehors de l'action de cette conscience. Vers la moitié même de ce xiv^e siècle, si important pour les Roumains, il y a eu des fondateurs d'États roumains dans les Balcons, aux deux bouts de la péninsule : du côté de l'Adriatique aussi bien que du côté de la Mer Noire. Du côté de l'Adriatique, dans la région qui devait s'appeler le Monténégro, qui avait été l'ancienne Dioclée et qui, dans cette forme, de la fin du moyen-âge, s'appelait la Zenta, d'après la rivière qui la traverse. Une famille, celle des Balcha, venait de former une principauté. Comme ce nom n'est pas, — Jireček, dans son *Histoire des Serbes*, le reconnaît — ni slave ni albanais, il faut bien

admettre que les Balcha étaient des Roumains. Cette fondation est devenue un État slave : celui, d'un caractère très mélangé, du Monténégro, dont les traditions sont sur la côte latine et la plus grande partie de ses habitants sont des Albanais slavés.

En même temps, du côté de Varna et, au Nord, jusque dans la Dobrogea et dans le delta danubien, il y a eu une principauté dont les chefs s'appelaient Balica et Dobrotitsch¹, noms manifestement roumains. Ici il y avait des condottières qui arrivaient à se tailler un petit État maritime au milieu de l'anarchie bulgare et byzantine; là-bas, dans les environs de Scutari, des chefs de vallées roumaines dont l'ambition allait jusqu'à la constitution d'un maigre royaume adriatique.

Les deux tentatives ont sombré. La seule partie de la race roumaine à laquelle échet le sort de fonder un organisme politique fut celle des habitants de la rive gauche. Des autres, il ne resta que la nombreuse population « macédonienne », s'étendant jusqu'au Mont Athos et à Salonique, qu'ils appellent *Sărună*, de Salona, jusqu'à Durazzo et au-delà de Larissa, plus les Maurovlaques, les Valaques Noirs, les Morlaques, base en partie de la nationalité serbe actuelle, d'après le témoignage du géographe serbe moderne, Cvijic, les Valaques slavisés de la montagne de Raguse, les émigrés balcaniques de Croatie, d'Esclavonie et d'Istrie².

Tel était l'état dans lequel la race roumaine fut trouvée par l'apparition des Turcs. Leur Empire ne fonctionne qu'à partir de Mohammed II et même à partir seulement de l'époque, plus rapprochée, du règne impérial, fastueux, orné de tout le prestige qu'il avait emprunté à Byzance, de Soliman, « législateur » pour les Turcs, « magnifique » pour les Occidentaux, et dans la domination duquel il y avait sans doute deux principaux éléments de l'ancienne Byzance : le droit représenté dans ses « canons », dans ses lois, et le prestige d'une nombreuse et bril-

¹ Dobrotitsch, c'est fils de Dobrotă. Cf. en roumain : Dobrotești, etc., et, pour le suffixe *-otă*, toute une série de noms : Laiotă, Calotă, Balotă, Bașotă, Coșotă. Aussi, du côté de l'Adriatique, dans le recueil, cité, de Smičiklas : Vucotă.

² Voy. le *Bulletin pour l'étude de l'Europe sud-orientale*, année 1920, analyse du livre de M. Tamaro, et dans Smičiklas des noms correspondants.

lante Cour qui avait formé un des facteurs essentiels dans la puissance des empereurs byzantins.

Une opinion très répandue, qui figurera encore longtemps dans les manuels d'enseignement de l'histoire, prétend néanmoins que l'Empire ottoman a été établi, dès le début, par l'ambition des descendants d'Osman, qui se seraient établis en Europe avec l'intention bien arrêtée de former un État, dominé dans ses moindres détails par la race qui l'avait créé et qui continuera pendant des siècles à maintenir sa domination sur les populations conquises. Cette opinion est totalement erronée : les Turcs sont venus en Europe appelés par les Byzantins; ils ne se sont pas présentés d'eux-mêmes : c'est l'Empire byzantin qui les a fait venir pour jouer le rôle de simples soudoyers dans les querelles entre Jean V Paléologue et Jean VI Cantacuzène. Comme ils venaient de Smyrne et de Brousse, où on les renvoyait après que le moment pour lequel on les avait fait venir était passé, on a trouvé que c'était préférable de les maintenir dans un camp permanent, établi à Gallipolis pour passer ensuite à Andrinople. Mais pendant tout ce temps il ne s'agit pas même d'une armée, d'autant moins d'une société politique, d'un chef ayant des allures d'empereur, disposant d'une administration et poursuivant une idée supérieure, à laquelle il aurait consacré toute son activité et celle de sa propre nation. C'est, pendant des années, seulement la bande qui occupe tous les chemins de commerce et qui, si même elle s'installe dans une ville, maintient son action permanente de routiers, sa fonction de Bédouins européens sur ces grands chemins de la péninsule des Balcons. Ceci étant donné, on s'imagine bien que dans cette première phase les relations entre Turcs et Roumains ne signifient rien. L'État valaque se forme, s'organise, et, bien établi dans ses frontières, il prétend à la domination du Danube, il occupe certains points de la rive droite du fleuve sans trouver aucun empêchement de la part des Ottomans, qui, à l'époque où ils avaient pour capitale Andrinople, ne songeaient pas à la possession de la capitale, les Byzantins étant obligés seulement de fournir un tribut, de donner un contingent militaire et d'entretenir à la Cour du Sultan un des membres de la dynastie, comme otage garantissant la fidélité aux traités venant d'être conclus.

Après quelque temps cependant, les discordes entre les princes serbes et bulgares amenèrent une autre situation des Turcs. Cette fois, ils se substituaient dans l'ordre balcanique, au caractère presque féodal, à ces Serbes et à ces Bulgares mêmes; maintenant, le Sultan n'était pas seulement le chef de bande ayant l'unique ambition d'arracher quelque chose aux marchands qui passaient, mais, en même temps, il était le chef d'une confédération balcanique. Car il y eut une vraie confédération balcanique au profit du Sultan : à sa tête se trouvait cet émir d'Asie-Mineure, établi à Andrinople, qui conservait toutes les organisations politiques de la péninsule, toutes les formations antérieures, s'immisçant dans les discussions seulement lorsqu'il s'agissait de reconnaître l'héritier d'un prince qui venait de finir son règne et ses jours.

A cette époque, les premières relations entre Roumains et Turcs ne paraissaient pas préparer une conquête; il n'y avait rien dans leur essence dont pouvait sortir une domination. Mircea I^{er} ou l'Ancien, prince de Valachie à la fin du xiv^e siècle et au commencement du xv^e, a joué, au contraire, pendant quelque temps le rôle d'arbitre entre les fils de Bajazet (Baïezid), Sultan turc, qui venait d'être capturé par Tamerlan à Angora, et ses héritiers, qui se disputaient le pouvoir. L'un était établi en Asie, les autres en Europe : tel d'entre ces derniers a été maintenu pendant de longues années par l'appui du despote de Serbie, Étienne, d'un côté, et, de l'autre, du prince valaque, qui a occupé un certain nombre de forteresses sur la rive droite du Danube en tant que tuteur du jeune prince ottoman. Ce Mousa représentait à l'égard de son protecteur le suzerain donnant en fief à son principal soutien ces villes qui lui permettaient d'avoir la possession entière du Danube. Bien entendu, lorsqu'il a été remplacé par son frère Mohammed I^{er}, lorsque l'unité de l'État ottoman, partie européenne et asiatique, a été rétabli, les circonstances ont changé : Mircea a dû défendre son indépendance même, le territoire valaque a été trois fois envahi par le nouveau Sultan, le prince valaque a été contraint de se retirer en Transylvanie, où il rencontra le roi de Hongrie Sigismond, avec lequel il conclut un traité pour la défense de la chrétienté sur cette marche danubienne. Et, malgré la grande défaite de l'armée des croi-

sés chrétiens à Nicopolis, en 1396, Mircea a su retenir l'héritage qu'il avait reçu de ses prédécesseurs et qu'il avait agrandi dans des proportions imposantes.

On attribue à ce règne aussi la conclusion d'un traité avec le Sultan. Mais il n'est jamais question d'un pareil traité avant la fin du xviii^e siècle; celui qui l'aurait trouvé dans les archives de Constantinople est un poète, un lettré, Jean Văcărescu. Mais la raison pour laquelle Văcărescu et d'autres boïars roumains de cette époque ont cru nécessaire de présenter des traités avec les Turcs est évidente : à la suite d'une guerre entre Russes et Turcs, il s'agissait de donner une nouvelle assise aux États roumains, de les relier d'une autre façon à la suzeraineté ottomane, et, pour faire valoir leurs droits, les Roumains ont cru devoir forger ces documents. Comme Văcărescu, qui avait écrit une Histoire de l'Empire ottoman, savait jusqu'à un certain point quelles sont les formes modernes dans lesquelles sont conclus les actes des Sultans, il a bâclé son traité. Mais ce traité n'a aucune authenticité et ne correspond nullement à ce qu'on peut savoir en fait de traités authentiques, conclus par les Turcs au xiv^e et au xv^e siècles. De pareils actes ont été accordés, par exemple, aux Vénitiens, à l'Empire constantinopolitain, mais il n'est jamais question d'égalité, et les Turcs n'auraient pas consenti à accepter la parité politique avec les Valaques. Ils accordaient des *privilèges*, demandant à la République de Venise — et on pense ce que la République représentait à l'égard des Turcs, en comparaison avec l'État roumain du Danube inférieur, — en échange de quelques avantages et garanties, un tribut annuel. Or, comme la forme du prétendu traité conclu par Mircea avec les Turcs repose sur des bases tout à fait différentes, il faut le rejeter comme un faux dont on connaît bien l'explication.

Mais, au défaut d'un traité, les relations avec les Turcs devaient être déterminées par autre chose que par la lettre d'un document : elles devaient être déterminées par le rapport des forces, par la résistance que ces États roumains pouvaient opposer aux ambitions sans cesse croissantes des Ottomans. Et, comme l'État valaque était encore très peu consolidé, comme les conditions de l'hérédité du trône n'étaient pas fixées, car entre les parents même les plus éloignés du prince défunt, sans tenir compte de la

légitimité, la concurrence était toujours ouverte, ce qui permettait l'immixtion des Hongrois au Nord, des Turcs au Sud, des Polonais à l'Est, pour la Moldavie, la faiblesse des Roumains du Sud danubien a dû amener un changement total dans le caractère des relations avec les Turcs.

Ceci ne signifie pas que, si des points stratégiques ont été occupés sur la rive gauche du Danube, une armée turque eût jamais eu un caractère permanent en terre roumaine, que jamais une citadelle eût été occupée par les soldats du Sultan. Bien que la rive roumaine fût désormais bornée par des citadelles turques, comme celle de Turnu ou la Petite-Nicopolis, la souveraineté du prince de Valachie s'exerçait comme auparavant sur tout le territoire où les janissaires et les spahis ne s'étaient pas établis. Ce n'est que dans les places annexées que le Sultan eut le droit d'établir ses soldats, mais sur la terre qui restait en possession du prince une pareille intrusion était totalement impossible; jamais on n'aurait pu prescrire des lois aux princes roumains, bien que, au moins jusqu'à la fin du xvi^e siècle, la terminologie arrogante des Ottomans prétende que toute terre sur laquelle se posaient les sabots des chevaux du Sultan restait sa possession. Mais, malgré cette formule, qui s'adresse aux pays roumains comme à d'autres territoires envahis, il n'y a pas eu d'influence réelle des Turcs dans cette terre chrétienne. Tout de même la liberté de mouvement de la principauté valaque était totalement arrêtée, ainsi que la possibilité de transformer ses richesses en argent, aussitôt que la rive gauche eût été annexée en entier, occupée et dominée par les Turcs.

Quant à la Moldavie, la présence de ces ennemis nouveaux y a été de beaucoup ultérieure, comme conséquence de la domination turque sur la Mer Noire. Cette principauté roumaine du Nord avait hérité des Génois deux ports florissants : celui de Licostomo ou Chilia, dans l'embouchure même nom du Danube, et, sur le Liman du Dniester, l'ancienne forteresse, byzantine, puis génoise aussi, de la Cité Blanche (*Cetatea-Albă*), qui s'appelait, jadis, aussi, par un cas de psychologie populaire qu'on rencontre souvent, réunissant les antagonismes, la Cité Noire. C'est pour la possession de ces deux ports

qu'il y a eu les premiers conflits entre Moldaves et Turcs, et c'est pour garder ses principaux débouchés du commerce que Pierre Aaron, en 1455, consentit à payer une certaine somme qui s'est peu à peu accrue. Une vingtaine d'années plus tard, en 1484, profitant de circonstances favorables dans le voisinage chrétien, le successeur de Mohammed II, qui avait été vaincu par Étienne-le-Grand pour remporter ensuite sur ce dernier une victoire stérile, Bajazet II, prit possession des ports moldaves, un peu plus tard que la prise sur les Génois du grand port dominant toute la Mer Noire, Caffa de Crimée.

Il s'agit aussi, pour la Moldavie, d'une intrusion ottomane, non seulement sur la ligne du Danube inférieur, mais aussi sur celle du Dniester, à l'époque de Soliman-le-Magnifique (1538). Pour punir le Moldave d'avoir molesté les Polonais, ses voisins, les Turcs occupèrent l'ancienne place de Tighinea, qui, au moment de l'annexion, fut nommée par les Turcs « Porte » ou en arabe « Bender ». En même temps que cette occupation, une large partie de la Moldavie entre le Pruth et le Dniester fut détachée de la principauté pour compléter la province turque, qui s'étendit désormais sur une bonne moitié de la Bessarabie actuelle. De la sorte, la possession des princes roumains de Valachie et Moldavie était restreinte. Ils gardaient tous leurs droits antérieurs, mais la possibilité d'une activité politique indépendante, de relations libres avec leurs voisins, de conflits armés était définitivement interdite.

Les Turcs n'ont pas essayé cependant de transformer, alors même que la résistance roumaine était devenue presque impossible, leur puissance militaire, absolument accablante, en une possession de fait à l'égard de ce pays. Ils ont, au contraire, conservé l'ancien principe que la dynastie roumaine seule a le droit d'administrer la terre roumaine. Ils ne se sont jamais départis de ce principe; seulement ils ont pris, à partir d'un certain moment, la liberté d'imposer certaines conditions : le prince devait être élu par le pays, mais par cette élection les suzerains trouvèrent moyen de nommer ceux qu'ils voulaient parmi la nombreuse postérité de la dynastie roumaine. Ils faisaient venir un prince à Constantinople pour rendre hommage au Sultan, pour lui « baiser la robe », et, à cette occasion, qui deman-

dait beaucoup de cadeaux, on discutait les plaintes portées par les boïars, les nobles du pays, contre leur chef et, donnant raison à ces derniers, ils déclaraient déchu le prince et l'envoyaient en exil. Il y avait toujours des plaignants à Constantinople, et on feignait de croire que ces accusateurs de leur maître représentaient le pays. Ils désignaient un autre prince; les Turcs l'acceptaient, lui donnaient les moyens militaires pour s'établir. Et de cette façon on arriva même à punir de mort les princes déchus et à installer de simples créatures. Or, comme les cadeaux qui s'ajoutaient au tribut formaient une somme importante, on cherchait à varier le plus souvent possible la liste des dominateurs roumains pour s'enrichir d'autant plus.

Cette situation devait amener une catastrophe financière pour les deux pays, car la dette d'un prince était considérée comme dette du pays et son héritier devait payer en même temps la somme qu'il avait empruntée lui-même pour s'établir et toutes les sommes dont étaient débiteurs ses prédécesseurs, morts ou exilés. Le moment vint où il était impossible, même pour le plus riche, de faire face à des exigences aussi nombreuses, et, comme on le savait à Constantinople, des janissaires, abandonnant leur service, s'établissaient dans la capitale valaque ou moldave pour surveiller « leur » prince et se faire payer, aussitôt que ses entrées arrivaient à représenter une certaine somme.

Les glorieuses années de Michel-le-Brave — 1593-1601 — commencèrent par une protestation en armes contre ce régime fiscal. Après ses victoires sur le Grand-Vizir lui-même et sur les begs du Danube, il arriva à réunir la Moldavie et la Valachie, ayant étendu sa domination sur la Transylvanie, qui, sous des princes magyars, héritiers des anciens rois de Hongrie, n'était pas en état de se défendre contre les Turcs sans le concours permanent de ces princes du Danube. Les relations avec ces Turcs avaient changé devant la révolte, un moment victorieuse, des Roumains.

Avec cette situation et les dangers qu'elle entraînait, les Turcs se rendirent compte qu'il leur fallait avoir, sur le fleuve, une force militaire permanente, pour agir contre toute tentative de révolte de ces princes qu'on n'avait ni le courage, ni les moyens d'éliminer : on l'avait bien vu, lorsque le Vizir, vain-

queur, un moment, de Michel, essaya d'installer à sa place des administrateurs ottomans. Ces forces de garde ne pouvaient donc pas être des forces turques, mais le Sultan avait à sa disposition les Tatars, soumis dès le xv^e siècle à la domination ottomane et auxquels on avait conservé leur souverain au titre imposant de Khan. Les établissant dans la Dobrogea et dans la Bessarabie méridionale, on eut un camp, toujours prêt à s'ébranler, qu'on dirigeait contre les Roumains aussitôt que se manifestaient des instincts d'indépendance. Ainsi, lorsque la tentative de Michel-Brave fut reprise en Valachie par le prince Radu Șerban, quelques années plus tard, l'agresseur rencontra les Tatars armés.

On empêcha ensuite des princes ayant une ambition proportionnée à leur richesse et à leurs talents, à leur popularité, comme Basile le Moldave et Mathieu le Valaque, vers le milieu du xvii^e siècle, de réclamer l'indépendance dont ils se rappelaient si bien, mais qui n'était plus dans leurs moyens. Cependant, même dans ces conditions, les princes roumains, de concert avec les Polonais, les princes de Transylvanie, plus tard avec la Maison d'Autriche et enfin, à partir de la fin du xviii^e siècle, avec les Russes, sont arrivés à trahir. Tel le cas de Démétrius Cantemir, prince moldave, qui s'unit au Tzar Pierre-le-Grand (1711), de Constantin Brâncoveanu, de Valachie, qui est le restaurateur de l'art romain, grâce à son ambition et aux richesses accumulées pendant un long règne.

Lorsque Constantin, dont on avait découvert les nouvelles relations avec la Maison d'Autriche, eût été mené à Constantinople et exécuté avec tous ses fils, on s'avisa d'introduire une autre mesure de précaution contre les princes roumains. On pouvait donc se mouvoir dans cette prison roumaine dont on gardait tous les alentours, ajoutant chaque fois une nouvelle ligne de murs pour empêcher les prisonniers de sortir sans la permission du maître; on exigea désormais qu'ils eussent passé par des initiations, qu'ils eussent adopté les directives de l'Empire, qu'ils se fussent montrés attachés au but poursuivi par leurs maîtres. C'est l'époque des Phanariotes.

Ce mot, tiré du Phanar de Constantinople, ne signifie pas nécessairement que ces princes fussent des Grecs : ils n'étaient Grecs qu'en ce qui concerne la langue qu'ils préféraient parler;

pour le reste, ils étaient Ottomans, élevés dans le milieu de Constantinople, d'anciens Grands-Interprètes de la Porte, d'abord détenteurs des secrets de l'Empire pour être ensuite ses informateurs à toutes les frontières chrétiennes. Après avoir pratiqué la politique dans le centre même de cet Empire, ils représentaient pour les Roumains, dans l'ordre intérieur, ce que les Tatars représentaient dans l'ordre extérieur. S'ils étaient Roumains, cela ne les empêchait pas, après avoir fait leur stage à Constantinople, comme les Racoviță, d'occuper ces places que d'autres Roumains, avec d'autres origines, avec une autre préparation, avaient occupées avant eux.

Après la Révolution grecque de 1821, on vit cependant que les Phanariotes n'étaient pas les instruments les plus fidèles. Il fallut recourir de nouveau à des princes indigènes, et ils furent rétablis en Moldavie et en Valachie, cette fois pour une plus brève période, pendant laquelle l'influence turque a été plutôt sympathique. Car il y avait une autre influence, plus brutale, qui menaçait l'existence de la race : l'influence de la Russie, que représentaient les consuls de Bucarest et de Jassy. La Russie était forte et la Porte faible; comme la Russie entretenait ces « proconsuls » impérieux dans les capitales roumaines, — alors que les Turcs n'envoyaient jamais leurs pachas, — on se défendait contre elle par une alliance avec l'État turc en décadence.

A ce moment la Turquie a commis une des plus grandes erreurs de son histoire : elle a cru pouvoir transformer ce qu'on appelait sa suzeraineté en une souveraineté sur des provinces d'un caractère tellement différent et sur des nationalités qui ne demandaient pas mieux que de sortir de cette organisation d'un Empire qui cherchait à se régénérer par une formation aussi unitaire et aussi soumise à une administration traditionnellement cristallisée que l'était l'organisation de la France sous Napoléon III.

Bien entendu, ces tendances, qui furent soutenues par l'Angleterre, avant et après la guerre de Crimée (1853-1856), et que la France du Second Empire a cru devoir combattre allaient rendre nécessaire un conflit entre toutes les nations chrétiennes des Balkans et l'Empire ottoman. Ces nations n'auraient jamais

consenti à faire partie en qualité de sujets quelconques de l'organisation générale d'un Empire rénové dans ce sens d'unité et d'égalisation. Et, en face de la Grèce libérée presque en même temps que la Serbie, au commencement du XIX^e siècle, la Bulgarie attendant encore le moment où elle pourrait manifester son sentiment naturel d'avoir une vie tout à fait indépendante, la conscience politique roumaine se détachait complètement des nouvelles tendances de l'Empire ottoman.

On l'a vu lorsqu'il fallut, à l'époque de la guerre de Crimée, amener cette union des Principautés, que la Turquie ne voulait reconnaître à aucun prix. On l'a vu lorsque, même après la Principautés sous le prince Cuza, la Turquie leur dénia le droit de battre monnaie, de conclure des conventions, même commerciales, avec les voisins. On l'a vu lorsqu'après la disparition de Cuza, en 1866, le nouveau prince Charles de Hohenzollern rencontra des prétentions telles que, dès ce moment, son intention bien arrêtée fut de séparer son État de cet Empire qui prétendait le dominer. On l'a vu en 1877, lorsque le prince roumain reçut de la part du Grand-Vizir l'ordre de tenir prêtes ses troupes pour combattre les Russes, sous un commandement ottoman. C'était oublier les bases mêmes des relations qui avaient existé, avec ou sans traités, entre les Roumains et les Turcs.

Même sans ce conflit l'État ottoman, dans sa situation de délabrement, en serait arrivé à cette séparation. Les Roumains avaient accepté, au XIV^e et XV^e siècles, l'Empire turc non pas à titre de conquête, mais comme la continuation de l'ancien impérialisme romain devenu byzantin, le Sultan n'étant jamais appelé autrement qu'impărat, c'est-à-dire « empereur ». Dans le dernier des souverains turcs, d'une autre religion, survivait le souvenir des lointains empereurs romains, qui s'était perpétué dans la conscience des masses profondes du peuple roumain. Sans cette idée d'impérialisme, on ne parviendrait jamais à s'expliquer des rapports d'un caractère si complexe qui, en dehors d'une certaine convergence des faits matériels, reposaient sur un élément de la conscience populaire.

notion de impărat = impérialisme !

LES ROUMAINS
ENTRE LES DEUX EMPIRES CHRÉTIENS
D'ALLEMAGNE ET DE RUSSIE

Quelle fut, maintenant, l'influence politique exercée sur les deux Principautés roumaines par les Monarchies chrétiennes qui tendaient à remplacer l'Empire ottoman?

Pour présenter les relations qui ont existé entre les deux pays roumains, d'un côté, et, de l'autre, entre ces deux Monarchies qui tendaient à la domination de la péninsule des Balcons et la possession de Constantinople, il faut tenir compte, dès le commencement, de deux faits.

Il n'y a pas eu à proprement parler de politique venant de l'Autriche, même de traditions ayant appartenu originellement à cette Monarchie des Habsbourg. Il n'y a pas eu non plus une politique de la Russie à l'égard de l'Orient et spécialement à l'égard des Principautés roumaines dépendant d'un développement spécial dans l'attitude de la nation russe envers ces régions orientales.

La politique autrichienne n'est que la continuation de l'ancienne politique de la Hongrie, et la politique russe est, de son côté, la continuation de la politique de la Pologne à l'égard de ces mêmes Principautés.

Et même, en reculant un peu vers le passé, on arrive à un rapport entre cette offensive des Autrichiens de l'Ouest et l'intervention des Russes à l'Est, d'un côté, et des phénomènes antérieurs, militaires et politiques, de l'autre. Comme la configuration géographique, imposant un certain voisinage, détermine une action, une influence, qui doivent être réalisées dans ce qu'on ap-

pelle l'histoire, on peut dire que l'ancienne politique du royaume de Hongrie à l'égard des Principautés roumaines n'est que la continuation de celle, plus ancienne, des Avars à laquelle j'ai touché dans un chapitre précédent. Et, de l'autre côté, la politique des anciens maîtres touraniens de la steppe russe se continue par celle des rois de Pologne.

Il faut donc précéder, dans cet exposé, l'influence autrichienne par l'influence hongroise, en rappelant que cette influence hongroise elle-même est une nouvelle forme de l'influence antérieure exercée par un autre peuple touranien qui dominait sur le Danube moyen, et, pour se rendre compte des motifs géographiques plus profonds de l'influence exercée par les Russes, il ne faut pas remonter seulement aux Polonais, mais à une époque du moyen-âge où une autre nation dominatrice de la steppe, d'un caractère tout différent, a pu exercer son action sur les régions danubiennes pendant presque deux siècles.

Il est bien certain que les rois de Hongrie, au moyen-âge, à partir d'un certain moment du XIII^e siècle, ont porté le nom de presque toutes les provinces danubiennes qui dépendaient de leur couronne. Ils portaient le nom de la Valachie, comme ils portaient le nom de la Rascie, de la Bosnie et de la Bulgarie.

Dans ce titre des rois hongrois on a voulu voir une preuve de suzeraineté féodale. Donc il y aurait eu dans la résidence des rois arpadiens un suzerain et en Valachie un vassal qui en aurait dépendu dans les conditions habituelles en Occident, dans les conditions classiques du régime de sujétion féodale. Mais, pour que ce titre eût été établi dans la réalité des choses, il aurait fallu avant les débuts de cette sujétion l'existence d'une formation politique durable dans le pays valaque. Et cette formation politique n'existait pas. On ne peut pas être suzerain d'un territoire non organisé. On n'est jamais que suzerain de quiconque a d'une manière légitime entre ses mains un territoire déterminé et qui consent à subordonner son action à celle d'un supérieur.

Comme, du côté de la Hongrie, il n'y a eu ni conquête, ni acte d'inféodation, ni hommage renouvelé, l'introduction du nom de la Valachie, pas aussi de la Moldavie, dans le titre des rois arpadiens ne signifie autre chose qu'une prétention,

*à encore
le gall
est dit
cause, fut
ni me
féodal*

ou plutôt un point plus éloigné, non encore réalisé, du programme de croisade qui était à la base de la Monarchie apostolique dirigée vers l'Orient. Ce n'est qu'une annexion simplement théorique de territoires que la nation « vassale » devait refuser toujours sous le rapport d'une domination effective.

Mais plus tard, au ^{xiv}^e siècle, dans le développement de la principauté de Valachie, qui, par un vrai miracle, a pu s'étendre en quelques dizaines d'années jusqu'à l'important port de Brăila et jusqu'à Giurgiu et à Turnu, y a-t-il eu un moment de dépendance féodale envers le royaume de Hongrie?

Il est vrai qu'alors que cette Valachie se formait, dans les Carpathes, on voit, de la part du roi de Hongrie, un Angevin, mais tenant à la traditions des Arpadiens, la prétention d'imposer à ce « Grand Voévode » de ce qu'on appelait dans la chancellerie royale, sans titre national aucun, la « Transalpina », une situation de vassalité qui n'a, du reste, en elle-même rien d'humiliant : il y a à notre époque certaines relations de dépendance économique, voire de change, qui portent plus de dommage à un État que la forme de vassalité médiévale qu'on peut constater ou deviner sur tel ou tel point du continent européen.

Le roi de Hongrie a eu cette prétention d'imposer un tribut, de décider, lorsque le trône était discuté entre deux ou plusieurs rejetons de la dynastie, lequel avait le meilleur droit de succéder sur le siège princier. Même une expédition entreprise par le roi Charles-Robert, passant les Carpathes, s'est avancée, en 1330, jusqu'à la cité d'Argeș, qui n'était guère capable d'être défendue contre une armée aussi importante que l'armée royale, bien que, sise dans les montagnes, ce fût un nid de proie dont les possesseurs devaient regarder du côté de la Transylvanie.

Cette invasion de la Valachie par Charles-Robert, en 1330, qui s'est terminée, non seulement par un insuccès, mais par une catastrophe, est considérée comme l'incident militaire par lequel la principauté de Valachie a regagné son indépendance. De fait elle n'a jamais été aliénée et il ne fallait pas la regagner, car s'il y avait eu une réalité de vasselage, cette réalité ne signifiait pas pour les Roumains eux-mêmes, ayant un autre système de pensée politique, une réalité intérieure, mais bien une réalité extérieure.

organs satiric

intricate situation
moral intuition

Ainsi qu'il a été déjà dit, pour avoir un lien de vassalité il faut de la part du suzerain une conquête, ou, de la part de celui dont le pays n'aurait pas été conquis, une décision de subordination. Or les princes de Valachie n'avaient aucun motif de le faire autant que les Turcs n'avaient pas encore paru sur la rive gauche du Danube. Le nouvel État n'était nullement menacé jusqu'alors. Et on a vu que les Sultans n'apparaissent sur le Danube que beaucoup plus tard, et dans des conditions qui profitèrent plutôt aux princes valaques, leur offrant le rivage des Balcons. Rien encore ne dirigeait donc nécessairement les Roumains du côté de la Hongrie. Les chroniques hongroises, malgré l'état tout à fait inférieur dans lequel se trouve l'histoire des Arpadiens vers la fin du XIII^e siècle et même celle des Angevins au moment de leur établissement, n'auraient pas manqué de signaler cette expédition contre l'indépendance de la formation politique valaque et les circonstances dans lesquelles le roi de Hongrie aurait établi sa suzeraineté.

Puisqu'il n'y a rien en fait de conquête de la part des Hongrois, et pas de subordination de la part des Roumains de Valachie, il faut bien admettre que, malgré l'intention féodale qui a déterminé l'expédition de Charles-Robert, et qui est très précise, il s'agissait surtout d'obtenir un tribut, ce qui ne signifiait pas un acte d'humiliation ni de soumission de la part du prince d'Arges.

Non, le tribut ne signifiait pas nécessairement une dépendance féodale. On peut trouver dans ces mêmes chroniques hongroises la mention de tributs analogues payés par le roi de Bohême au roi de Pologne. On ne dira pas qu'au XIII^e siècle la Bohême était un État vassal de la Pologne voisine. Il pouvait y avoir aussi d'autres relations. Le service du tribut ne signifiait pas donc une suzeraineté dans le sens occidental, complet, du mot. C'était un dédommagement pour les revenus qu'on recueillait sur une terre non héréditaire.

Mais il est bien certain que ce prince de Valachie contre lequel se dirigeait l'entreprise de Charles-Robert avait des possessions au-delà de la montagne, que ses capitaines dominaient à Hatég (Hatszég) sur la place de l'ancienne Sarmiségéthousa du roi Décébale. C'était donc pour cette terre de Transylvanie qu'on

lui demandait le tribut, qu'il a refusé d'abord, qu'il a consenti à donner plus tard, bien que cette offre n'empêchât pas le roi de poursuivre l'entreprise qui devait finir d'une façon si malheureuse.

Bientôt les rois de Hongrie, se rendant bien compte de ce fait qu'il faut accorder des avantages pour retenir dans leur clientèle politique le prince de Valachie, pour en faire leur avant-garde contre les Turcs, ont cherché à s'assurer leur service permanent par la création d'un fief bien déterminé et tout nouveau dans cette même Transylvanie.

Comme le roi Louis, fils et successeur de Charles-Robert, était un Angevin de Naples, étroitement lié à la dynastie française, comme il y avait entre les rois de l'Italie méridionale et entre les rois de France dont s'était détachée cette branche de la famille de Saint-Louis, des relations incessantes, Louis, « le grand » pour les Hongrois et pour une grande partie des nations de l'Est européen, connaissant la création en France des duchés pour les membres de la famille royale, duchés qui assuraient à celui qui faisait cet acte d'inféodation les services des inféodés, a donc créé lui aussi, dans une partie de la terre transylvaine voisine des Carpathes, au voisinage immédiat de la Valachie, le duché de Făgăraș (Fogaras), qui a été accordé à l'un des successeurs de Basarab, le vainqueur de 1330, au prince Vladislav ou Vlaicu. Ensuite, sous le règne de Mircea, on a ajouté à ce duché un certain nombre de villages près de Sibiiu, mais ce n'était qu'une annexe au fief de Făgăraș. On nommait l'ensemble duché de Făgăraș et d'Amlaș (Omlas, en saxon Hamlesch). Ce duché a été effectivement administré par les officiers des princes de Valachie jusque bien loin dans le xv^e siècle, et même colonisé par des boïars envoyé de Valachie. Une partie de la population paysanne de cette province se réclame encore aujourd'hui de cette qualité de boïars, — paysans ayant la même apparence et vivant dans les mêmes conditions, mais qui, ne se distinguant sous aucun autre rapport de leurs voisins, n'oublie jamais d'invoquer cette qualité et de présenter des documents à l'appui.

Ce titre n'a jamais été oublié par les princes de Valachie, et, bien avant dans le xvii^e siècle, on en voit qui, dans une situa-

tion absolument changée, se rappellent la réalité à laquelle équivalait ce titre et le manifestent lorsqu'ils négocient, avec des délégués de l'empereur autrichien, sur le retour de l'ancien duché du xiv^e siècle à la principauté valaque, qui en avait été dépouillée.

Donc, s'il y a eu rapport féodal, celui-ci n'a pas été déterminé par la qualité de la terre valaque elle-même, mais par ces possessions au-delà des Carpathes, par la présence des capitaines valaques à Hațeg d'abord, ensuite, par cette inféodation du duché de Făgăraș, devenu peu après d'Amlaș aussi, dans la région de l'Olt transylvain.

Pour la Moldavie, les rapports féodaux avec la Pologne ont été déterminés, on l'a bien prouvé dans les derniers temps, par une considération du même caractère.

La Moldavie ne s'est pas formée par des éléments venus de la Pologne ou ayant des attaches à la Pologne. Il s'agit d'une petite bande militaire, abandonnant un territoire soumis à la Hongrie pour venir chercher fortune sur cette nouvelle terre libre, de sujets du roi Louis, Roumains du Maramurăș, cette forteresse de montagnes appartenant maintenant en partie seulement aux Roumains et en partie attribuée à l'État tchéco-slovaque.

Dans cette province, où vivait une noblesse paysanne roumaine, le roi Louis avait créé des chevaliers militaires, qu'il considérait comme son principal appui pour la défense de ses frontières et même pour l'extension de son royaume en Orient. Un certain Bogdan s'établit ainsi dans la vallée de la Moldova. Son État était formé en 1360 comme principauté roumaine de la Moldova. Plus tard seulement, on a laissé de côté ce qualificatif de « roumain », qui équivalait au titre du prince d'Arges « grand prince de tout le pays roumain », pour conserver seulement le nom de la rivière Moldova, qu'on rend en français par « Moldavie ». Mais, au commencement, c'était aussi un État purement national, désigné néanmoins plus spécialement, par opposition à l'État valaque, antérieur, par cette détermination de la rivière sur les bords de laquelle il s'était établi, à Baia, ancien centre d'exploitation de mines d'argent.

La Pologne, récemment arrivée au Dniester, contre les Tatars,

les Russes, les Lituaniens et réunie aussitôt, jusqu'en 1380, à la Hongrie angevine, au caractère de croisade chevaleresque, n'était pas, sur la plus grande partie de sa frontière occidentale, voisine de cette Moldavie. Il y avait en 1360, dans la Russie, tout autre chose que des commandants polonais : la Galicie, qui dominait au Nord la Moldavie nouvelle, était un territoire qui avait appartenu à des princes russes et qui venait à peine d'être soumis au sceptre du roi Louis.

Des noyaux d'organisation antérieure se trouvaient encore sur cette terre roumaine entre les Carpathes et le Dniester, qui n'ont pas été écartés aussitôt par la fondation de cet État moldave. De sorte que sur cet autre territoire roumain, il y a eu une conquête, la conquête exclusive, de la part d'un chef indépendant. Conquête des Roumains sur les sujets du capitaine de frontière relié à la couronne de Hongrie, sur d'autres Roumains vivant dans des conditions patriarcales, sous l'autorité des juges traditionnels. Peut-être aussi quelques autres chefs sont venus de leur propre gré se soumettre à l'autorité, au prestige supérieur du prince fondateur.

Mais cependant, peu de temps après, vers la fin du *xiv^e* et pendant le *xv^e* siècle il y a eu un lien féodal entre la Pologne et la Moldavie. L'explication de ce lien correspond de tous points à l'explication du lien féodal qui a réuni la Valachie à la Hongrie.

Cette Moldavie n'était pas déterminée au Nord. Elle avait la source du Pruth, mais celle du Dniester, qui formait sa frontière orientale vers la steppe, vers le monde tatar d'abord, puis vers le monde polonais, ne lui appartenait pas. Pour l'avoir, il fallait pénétrer en Galicie, territoire du roi de Pologne, du guerrier lithuanien Jagellon, qui, mari d'une fille du roi Louis, Hedvige, avait hérité des droits dynastiques de ce dernier. Vladislav n'était guère disposé à livrer cette nouvelle province, si importante par l'action des villes de commerce de Cracovie et de Lemberg et par les bourgs, d'une moindre importance, qui se trouvaient dans le voisinage immédiat des Moldaves.

En première ligne, il y avait ce « coin » de la Pocutie qui avait une valeur si essentielle pour le nouvel État, et, devant elle, cette bande de territoire qui devait devenir ce qu'on appelé

plus tard, après l'annexion autrichienne de 1775, la Bucovine, avec Cernăuți-Czernowitz et Hotin, places de commerce d'une certaine importance.

Il a fallu s'entendre donc avec le roi voisin. Jagellon demanda une certaine somme, nécessaire pour ces buts militaires, à la Moldavie. Cette somme n'a jamais été payée. En échange il donna, comme simple gage, d'abord le territoire de Sepenic (Szepenik) ou Șipinți, puis la Pocutie, et, bien que le dernier de ces territoires eût été plus tard rendu, dans d'autres circonstances politiques, au royaume de Pologne, la Moldavie complétait pour le moment par ce pays au Nord de ses premières limites, qui n'a pas été abandonné jusque très tard dans le xvi^e siècle, ses droits sur cette région de frontière.

Avec cette résolution, bien arrêtée, de ne pas payer la somme empruntée, le roi de Pologne consentait à l'établissement du Moldave dans sa province de frontière.

Il fallait tout de même, pour sauver l'honneur du roi de Pologne, un acte de vassalité qui aurait rattaché le prince de Moldavie à l'organisation générale de cette Pologne, beaucoup plus féodale que l'autre royaume catholique d'Orient, car, si la Hongrie ne l'était pas dans le vrai sens du mot, l'élément féodal était assez prononcé dans l'organisation de la Pologne. C'est à cause de ce besoin de légitimation que le lien de vassalité a été formé et maintenu.

Plus tard, pendant le xv^e siècle, plusieurs fois les rois de Pologne ont essayé de se saisir même de la Moldavie entière, sous prétexte de défendre les chrétiens d'Orient contre les Turcs, car ces rois s'imaginaient avec raison qu'une défense directe des troupes polonaises — s'ils pouvaient en avoir — servirait beaucoup mieux le but qu'on avait en vue que la présence sur le Danube inférieur, sur les bords voisins de la Mer Noire, d'un « vassal » dont la fidélité pouvait être mise en doute.

Ces expéditions n'ont pas réussi. La dernière, la plus importante, entreprise par le roi Jean Albert contre Étienne, le plus important des princes de Moldavie, se termina par un désastre correspondant au désastre de Valachie en 1330, au moment de l'invasion de Charles-Robert, et la conséquence fut un

traité conclu entre le roi de Pologne et le prince moldave, traité de parité absolue, où il n'était plus question de lien de vassalité.

Mais bien entendu, après la mort d'Étienne, lorsque les circonstances devinrent plus favorables à la Pologne, les prétentions furent renouvelées et des froissements continuèrent entre les deux Puissances chrétiennes qui avaient la mission de défendre cette marche de l'Est contre l'invasion ottomane.

On arriva ainsi à établir la suzeraineté ottomane turque sur la principauté moldave, après avoir livré aux Turcs Chilia et Ceta-tea-Albă, sur le Danube inférieur et sur le Dniester moyen, et à mettre par suite le royaume de Pologne lui-même en butte aux invasions répétées des Turcs et des troupes tatares qu'ils avaient toujours à leur disposition pour les jeter contre un voisin chrétien dont ils croyaient avoir à se plaindre ¹.

Les prétentions hongroises sur la Valachie n'ont pas été présentées avec cette même énergie, parce que, si le roi de Pologne était bien maître en Galicie, — et bientôt il arriva à disposer de la rive droite du Dniester, dans la Russie proprement dite et la Podolie —, la situation du roi de Hongrie en Transylvanie était un peu différente, car la Transylvanie a conservé toujours un caractère d'autonomie, avec sa propre aristocratie et ses institutions particulières, empruntées aussi à la population roumaine, antérieure aux colonisations royales, comme celle des voévodes-princes, jadis maîtres de la province.

Sous les princes surgis de cette noblesse de frontière, comme les Báthory aux ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles, qui n'avaient pas la seule qualité de remplaçants des rois de Hongrie, mais ni le titre royal que leurs antécresseurs, les Zápolya, avaient revendiqué, après la catastrophe de Mohács (1526), l'importance de la Valachie devint plus grande.

Comme au temps où le sort de la Hongrie était entre les mains de Jean Hunyadi (1456), voévode transylvain, lieutenant du royaume, capitaine de croisade, et de son fils, le roi Matthias, des rapports existèrent entre la Valachie et la Transylvanie, comme organisation militaire spéciale, ayant son système de

¹ Cf. notre ouvrage *Polonais et Roumains*, Bucarest 1921.

défense, cherchant ses propres voies pour se défendre contre la menace de l'annexion ottomane après la destruction de l'armée magyare par le Sultan.

Il est vrai que, avec les Turcs à Bude, à Timișoara-Temesvár, à Szegedin, la Transylvanie, devenue une principauté vassale du Sultan, comme l'était déjà la principauté valaque, mais se rappelant le brillant passé militaire hongrois, avait un prestige supérieur à celui des principautés danubiennes et qu'elle disposait de moyens économiques dépassant ceux des fondations roumaines, enfin que, soutenue par une aristocratie beaucoup plus ambitieuse que la nôtre, elle leur devait un caractère plus élevé que celui des deux pays roumains.

Mais, tout de même, les rapports entre la Valachie et cette principauté transylvaine étaient beaucoup plus avantageux, comme proportions des deux forces politiques, pour l'État valaque que les anciens rapports avec la monarchie hongroise entière, avec la dure monarchie des Arpadiens, avec la chevaleresque et aventureuse royauté des Angevins et même avec leurs successeurs de la dynastie de Pologne.

Voici donc quelle est l'origine hongroise des prétentions de l'Autriche sur les Principautés et quelle est l'origine polonaise des prétentions de la Russie des Tzars sur la Moldavie.

Ces prétentions s'étendaient, du côté de l'Autriche, sur la Valachie, sans que pour cela la Moldavie fût écartée d'un programme de réalisations ultérieures, et, si les Tzars pensaient en première ligne à la Moldavie, ils la considéraient comme un premier point d'appui pour avancer ensuite en Valachie aussi, et pour essayer enfin d'imposer la souveraineté du Tzar à la population chrétienne de la péninsule des Balkans, obtenant cette continuation de Byzance dont l'empereur orthodoxe rêvait.

Essayant de dégager ce que ces relations ont d'essentiel, je commencerai par la dynastie des Habsbourg et par leur Hongrie, apanage politique un peu difficile à manier, mais qui cependant représentait en Orient, sans doute, à partir du xvi^e siècle, une très importante force politique.

La première fois que les Roumains sont entrés en rapport avec les dominateurs de l'Autriche, ce fut lorsque le problème de la

analyse
générale
des
différences

succession de Hongrie se posa au commencement de ce siècle.

Dès le moment où la dynastie de Pologne prit la succession de Matthias Corvin, il y eut déjà la candidature de Maximilien d'Autriche. Étienne-le-Grand était favorable à cette candidature, mais ce n'était qu'un incident. Plus tard, lorsqu'après la bataille de Mohács, il y eut pour la couronne de Saint-Étienne deux candidats, le candidat étranger s'appuyant sur des traités, Ferdinand d'Autriche, frère de Charles-Quint, et, de l'autre côté, un candidat magyar, Jean Zápolya, le prince moldave contemporain de cette bataille décisive pour le sort du royaume, Pierre Rareș, avait fait pendant longtemps une politique de bascule, espérant gagner la Transylvanie pour lui-même, car il n'y a aucun doute que Pierre, qui avait deux domaines étendus en Transylvanie, cédés par l'un, puis par l'autre de ces candidats, que ce prince, continuant la tradition d'Étienne-le-Grand et qui donnait des évêques orthodoxes roumains à la Transylvanie, — d'autres évêques furent établis dans le Sud de la province par les princes de Valachie, ses voisins, — que Pierre le Moldave, dis-je, avait en vue la possibilité de réunir la Transylvanie à ses possessions. Et c'était une ambition bien naturelle.

Mais Pierre a été vaincu par les Turcs et une grande partie de ses possessions lui fut arrachée, ainsi que nous l'avons déjà exposé. Pour la seconde fois, un prince roumain s'est trouvé devant l'Autriche à la fin de ce xvi^e siècle, lorsque l'empereur Rodolphe II profita de l'acte de cession du prince magyar de Transylvanie, Sigismond Báthory qui, après l'insuccès de la croisade qu'il avait entreprise, s'était décidé à disparaître, acceptant un duché en Silésie.

Ce prince de Valachie était un homme très entreprenant, bien décidé à se dégager de tout lien envers les Turcs, quitte à accepter la vassalité de l'empereur, ce qui aurait servi ses propres buts. C'était Michel-le-Brave, qui a conquis la Transylvanie au nom de l'empereur. Le nouvel archiduc Maximilien, qui devait prendre la succession de Sigismond, ne se montrait pas pressé. L'explication est dans ce fait que la domination en Transylvanie signifiait un important devoir dans la guerre contre les Turcs, ouverte par l'Autriche, mais sans que ce fût une guerre autrichienne, mais bien une guerre de croisade, organi-

sée par le Pape Clément. L'Autriche, un peu gênée devant cet héritage transylvain qui s'offrait à elle, ne pensait pas cependant à s'en dessaisir au profit de Michel. Et ce fut la raison des malheurs de ce prince, que Rodolphe ne consentit à reconnaître dans sa situation de Transylvanie qu'au dernier moment.

A ce moment, la noblesse transylvaine s'était déjà soulevée contre l'usurpateur valaque et, appelant le gouverneur impérial de la Hongrie Supérieure, portant devant elle les drapeaux impériaux, elle mit fin à cette brève domination roumaine au-delà des Carpathes.

Mais de ce moment passer quelque chose resta, c'est-à-dire les attaches entre le parti militaire de Valachie et entre la Maison d'Autriche. Il y eut toute une série de princes guerriers désirant reprendre les relations qui avaient existé entre Michel et Rodolphe.

Ce parti impérial, autrichien, n'a jamais disparu, et, à la fin du xvii^e siècle, lorsque l'Autriche gagna, par suite de l'insuccès de la campagne ottomane contre Vienne (1683), la possession de la Hongrie, le prince de Valachie contemporain, Șerban Cantacuzène était accusé de rêver de la couronne de Constantinople pour lui-même et sa famille, indubitablement d'origine impériale plus lointaine. Son successeur et son neveu, Constantin Brâncoveanu (1714), consentit à son tour, avec beaucoup moins de décision, — comme quelqu'un qui regardait la situation avec plus de sang-froid et un sentiment de réserve dont il ne se départit jamais, — à négocier.

Après la mort de ce riche prince, supplicié à Constantinople, il y eut un moment où Eugène de Savoie donna aux Habsbourg des victoires dues à son talent plus qu'aux moyens dont disposait la Monarchie autrichienne. Il y eut alors, sinon l'occupation de la Valachie entière par les Impériaux, du moins leur domination sur les cinq districts de l'Olténie, de la Petite Valachie, qui correspondait à l'occupation de la Serbie septentrionale, entre le traité de Passarovitsch-Pojarévatsch (Passarowitz) et celui de Belgrade (1719-1738). Les Roumains eurent l'avantage d'avoir vu l'Autriche à l'œuvre. Alors qu'on attendait de la puissance chrétienne qui aurait hérité de la domination turque une

réforme légale des conditions dans lesquelles vivait la principauté, des changements profonds dans les institutions, qui auraient épargné la population, on eut un régime fiscal d'une âpreté extraordinaire. De sorte que, quand la paix de Belgrade rendit la Valachie autrichienne au prince de Bucarest, personne ne regretta ces maîtres qu'on avait appelés avec de si grandes espérances, aussitôt déçues, ce qui leur avait ouvert, plus que leurs victoires mêmes, les portes de ces régions.

Plus tard, vers la fin de ce xviii^e siècle, l'Autriche — qui, il ne faut pas l'oublier, connaissait déjà l'avantage d'avoir des sujets roumains, pour avoir succédé aux princes magyars de Transylvanie dans cette province même, à partir du traité de Carlowitz, en 1699, — l'Autriche, tout en réclamant, sans faire la guerre, mais profitant d'une guerre entre Russes et Turcs, la restitution de cette Petite Valachie jadis impériale, se fit céder par les Turcs la Moldavie septentrionale, qui devint la Bucovine (elle ne s'appelait pas ainsi auparavant, et Bucovine, « forêt des hêtres », était le nom d'un simple district).

Par un traité conclu en 1775, l'Autriche parvint donc à avoir la partie la plus glorieuse de la Moldavie, avec les splendides monastères anciens qu'elle contenait. Cette « conquête », si peu honorable, n'a été rendue qu'à la fin de la grande guerre, après avoir été invadée, au cours de plus d'un siècle, par des populations étrangères qui n'existaient pas au moment où cette partie essentielle de la Moldavie avait été cédée à l'empereur.

Du côté de la Russie, il n'y eut pas, ainsi qu'on se l'imagine habituellement, une poussée russe continuellement poursuivie dans la direction de Constantinople. Pendant tout le xvi^e et le xvii^e siècles, au moment où déjà les Tzars s'étaient établis à Kiev, comme héritiers plus récents des traditions de la Pologne dans ces régions entre le Dniester et le Dniéper, il n'y eut aucune tentative de s'établir sur le Bas-Danube et de pousser une avance vers Constantinople. Il faut définitivement renoncer à cette illusion. Si les Russes sont venus, — pour cette campagne qui se termina, quelques semaines après l'apparition du Tzar Pierre en Moldavie, par la paix de Fălciu, qu'on s'obstine à nommer : Falczin pour avoir mal lu une lettre du nom de cette localité

roumaine, — s'ils y sont venus pour la première fois, appelés par le très érudit prince moldave qui gouvernait alors le pays, Démétrius Cantemir, qui dut se retirer en Russie après la défaite pour y finir ses tristes jours, à ce moment ce n'était pas le Tzar qui cherchait des alliés dans les Balcons : c'étaient les Roumains d'abord — et puis ces populations des Balcons — qui appelaient le Tzar, non pas pour lui sacrifier leur indépendance, mais bien pour revenir à la situation que leur pays avait eue avant la main-mise turque sur la vie politique de leur patrie ¹.

Le traité conclu par Démétrius Cantemir avec les Russes est absolument probant : le Moldave demande à être reconnu comme prince héréditaire, à pouvoir transmettre le trône dans sa propre famille. De plus, il y avait aussi des clauses qui garantissaient le libre exercice du gouvernement autonome dans cette Moldavie, et il semblait que la victoire qu'on croyait attendre de la part des Russes, les nouveaux suzerains, devait rendre au pays la possession de ces villes du Bas-Danube, du Dniester, qui étaient absolument nécessaires pour pouvoir défendre le pays contre un danger ultérieur.

C'est dans ce sens que la Moldavie, sous l'influence des idées, un peu révolutionnaires, de Démétrius Cantemir, consentait à appeler les Russes.

Quant à la Valachie, elle tergiversa jusqu'au dernier moment, jusqu'à la paix. Lorsque le Tzar fut vaincu, l'oncle de Brâncoveanu, Constantin Cantacuzène, qui connaissait l'Europe entière, dans son caractère diplomatique et dans le sens de son développement, par suite des études qu'il avait faites en Orient et en Italie, déclarait que le prince a cependant bien agi, parce que les Russes sont restés les anciens Russes, c'est-à-dire les Moscovites qu'il avait pratiqués auparavant.

C'est l'état d'esprit dans lequel les Roumains de Moldavie et de Valachie ont eu leur premier contact avec la force militaire des Tzars, au commencement du XVIII^e siècle.

Plus tard, après une vingtaine d'années, lorsque les armées du général Munnich eurent envahi la Moldavie, sous le règne de

¹ Voy. notre *Histoire des Roumains de Transylvanie et de Hongrie*, 2 vol., Bucarest 1915.

la Tzarine Anne, ils l'accablèrent d'impôts et ne quittèrent le pays qu'en emmenant une partie importante de la population paysanne pour l'établir au-delà du Dniester. Les Roumains de l'Ukraine, très nombreux (200.000), qui s'étendent jusqu'au voisinage du Boug, viennent de différents courants d'émigration, mais, en partie, ils sont les descendants de ceux qui ont été forcés à accompagner les armées du général Munnich à leur retraite, en 1739. Et ce traitement était suffisant pour faire disparaître les espérances que les Moldaves avaient nourries à l'égard des Russes au commencement du même siècle¹.

Le souvenir de la méthode tout à fait allemande de Munnich avait cependant disparu; elle n'existait pas, au moins pour la nouvelle génération de Roumains, à l'époque de Catherine II.

Il est exact que, lorsque l'Impératrice commença en 1768 sa première guerre contre les Turcs, il y eut une députation de Moldaves qui se rendit à Pétersbourg, — en même temps que de Valaques et mêmes des Roumains de Transylvanie, persécutés pour leur foi orthodoxe par le Gouvernement impérial, par les Jésuites, associés de ce gouvernement de Transylvanie, — pour offrir à Catherine la possession de leur pays. Mais, après la fin de cette campagne, les Roumains gagnèrent la conviction qu'on ne pouvait pas entrer aussi facilement en possession de Constantinople, que l'Empire turc ne se brisera pas au premier choc avec les troupes moscovites. Et, lorsqu'en 1789, une nouvelle campagne des Russes — unis avec les Autrichiens, qui, de leur côté, s'étaient présentés encore une fois pour subir des défaites — occupa la Moldavie, laissant la Valachie au prince de Cobourg, cette fois on se rendit compte des premières manifestations de l'esprit national roumain qui s'opposait aux tendances d'envahissement de la Russie.

Bien que le prétendu traité avec la Turquie n'eût jamais existé, on l'exhiba pour assurer un avenir d'indépendance auquel on croyait pouvoir aspirer, au congrès de Focșani en 1770. Il y avait eu tout un mouvement dans ce sens, et pendant cette seconde campagne des Russes ce mouvement s'accroissait encore plus. Si les générations antérieures des boïars du XVIII^e siècle

¹ Voy. notre *Histoire des relations russo-roumaines*, Jassy 1917.

croyaient ne pouvoir échapper aux extorsions des Turcs qu'en demandant l'établissement de la force russe sur le Danube, dès lors on croyait apercevoir un autre moyen, sans faire intervenir n'importe quel État étranger, d'y arriver, et à savoir pour toute la nation, qui se rendait compte d'avoir elle-même les moyens et les capacités nécessaires pour s'assurer un avenir.

Au commencement du XIX^e siècle, le Tzar Alexandre I^{er}, en vue de la conquête future de Byzance, profita des grands partages de territoires inaugurés par Napoléon, pour demander, à titre de compensation, à côté de la Finlande suédoise, les Principautés.

Les troupes russes passèrent de nouveau le Dniester. Et il y eut un moment où, au Corps Législatif, l'Empereur des Français reconnut les droits de celui qui était alors son allié, sur les deux pays roumains. Il y eut pendant six ans à Bucarest et à Jassy des Conseils administratifs présidés par des officiers et des fonctionnaires russes qui tenaient la place des princes.

Un Phanariote ambitieux et actif, Constantin Ypsilanti, avait envisagé la possibilité de devenir roi de Dacie et même cnèze de Serbie, espérant réunir les couronnes de ces trois pays chrétiens; on finit par lui donner congé et le remplacer par un dignitaire russe. Les églises qui ont été élevées entre 1806 et 1812 portent encore à la place où il y avait jadis le nom du prince, la mention qu'elles ont été bâties pendant la présence des armées russes dans le pays; on dit quelquefois même : « sous le règne de l'empereur Alexandre ».

En 1812 cependant, sous la menace de Napoléon, il fallut rabâtre de cette idée de s'annexer les deux Principautés, et, lorsqu'on croyait prochaine l'apparition des troupes françaises en Russie, le Tzar proposa au Sultan un traité de paix qui réduisait essentiellement les premières prétentions de la diplomatie russe. On demandait cette fois la Moldavie seule, puis tout le pays jusqu'au Séreth, et enfin l'amiral Tschifchagov, envoyé expressément à Bucarest, trouva le traité déjà conclu par son prédécesseur, le vieux Coufouzov, que les armées napoléoniennes devaient trouver bientôt sur leur chemin.

Dans cet acte, il n'était question que de céder la Moldavie orientale, entre le Dniester et le Pruth, qui prit, aussitôt après

l'annexion, le titre nouveau de Bessarabie, absolument faux au point de vue géographique. Car la Bessarabie était, dans le large territoire annexé par le Tzar, seulement la bande de territoire qui s'étend au Nord des bouches du Danube. Une nouvelle guerre en 1828-1829, en relation avec les affaires de Grèce, n'amena aucun changement de ce côté.

Désormais les tendances russes et autrichiennes vers l'annexion étaient impossibles. L'esprit national s'était réveillé dans les deux Principautés, et, bientôt, dans toute la littérature, dans toute la vie politique, il dominera. Il y eut en 1848, sous l'influence de la Révolution française de février, un essai de république valaque à Bucarest et un mouvement correspondant en Moldavie. Il n'était pas question de renverser nécessairement les princes, d'autant moins de détruire la suzeraineté du Sultan, mais bien d'éloigner ces « proconsuls » russes qui étaient les tyrans des deux pays.

La révolution valaque ne réussit pas; les Turcs furent amenés à entrer en ennemis à Bucarest. D'un côté, les troupes de Nicolas I^{er}, successeur d'Alexandre, occupèrent le pays pendant quelques années. Il fallut surseoir à l'accomplissement des destinées roumaines. Le moment en fut retardé où le pays aurait repris sa souveraineté, qui n'avait jamais été intimement abandonnée, dans l'âme de ceux qui conduisaient la nation roumaine.

La guerre russo-turque de 1853 n'a été qu'une nouvelle édition de cette tendance russe de partir des Principautés pour en arriver au but dernier de la politique des Tzars : Byzance. Aussitôt après, l'Autriche, qui espérait pouvoir employer l'Europe occidentale pour ses propres fins, s'empressa de « neutraliser » les Principautés en y envoyant une armée dans laquelle il y avait des Italiens, pour prouver aux Roumains qu'il était possible de leur donner tout de même un régime latin et de les réduire dans une situation analogue à celle des Lombards et des Vénitiens. Ç'aurait été, prétendait-elle, un bienfait pour ceux qui ne voulaient plus des Russes. Après la campagne de Crimée, la paix de Paris donna aux pays roumains la possession de trois districts de la Bessarabie méridionale : Cahul, Bolgrad et Ismaïl. On leur avait promis d'abord la Bessarabie entière, et

l'Autriche était toute disposée à les soutenir dans ce sens, espérant avoir ensemble la Bessarabie et les deux Principautés. Malgré l'opposition de la Turquie, de l'Autriche et aussi de l'Angleterre, qui soutenait le nouveau régime turc, on arriva bientôt, en 1859, à l'union des deux Principautés.

Cette union les rendait assez fortes pour résister à toute tentative ultérieure contre leur existence. Lorsque, en 1877, sous le prince Charles I^{er}, les Russes, préparant une nouvelle guerre contre la Turquie en décadence, firent des ouvertures pour obtenir un passage de ce côté, on leur demanda la garantie formelle qu'on ne toucherait pas au territoire de la Roumanie.

Plus tard, un diplomate russe interpréta d'une façon au moins singulière la phrase par laquelle la Russie garantissait de fait la possession territoriale : il eut le courage d'affirmer qu'elle garantissait cette possession contre les Turcs, mais pas contre la Russie. On n'admettait pas un concours militaire des Roumains, croyant pouvoir passer les Balkans et arriver à Constantinople avec les propres forces du Tzar. Mais, comme Osman-Pacha eut la mauvaise idée de s'établir à Plevna pour ne pouvoir plus en être délogé, il fallut bien que le Grand-Duc Nicolas, qui était à la tête de l'armée russe, comme promoteur de cette guerre, contre les intentions pacifiques d'Alexandre II, envoyât le fameux télégramme dans lequel il demandait le concours d'une armée qu'il avait méprisée. Grâce à cette armée, les Russes purent passer les Balkans avec succès. Sans doute, du côté des Roumains, il y a eu le défaut de conséquence politique qui immobilisa leurs troupes devant Vidine, sur la rive droite du fleuve, et on se trouva bientôt en face d'une défense formelle de la part de l'Autriche.

Vienne avait décrété que jamais la Roumanie ne s'établira sur la rive droite du Danube, mais, si elle veut un concours militaire autrichien contre les Russes, si elle se décide à une rupture déclarée avec le Tzar, les Autrichiens sont tout prêts à protéger la retraite dans les montagnes d'une armée qui était pourtant victorieuse.

On n'en a pas voulu. On a perdu la Bessarabie méridionale, mais sans la céder. C'est un détail que la diplomatie, la presse européenne ne connaissent pas suffisamment. Céder un pays à un allié après l'avoir sauvé, c'est quelque chose qu'on ne peut

demander à personne, et rétrocéder un territoire qu'on avait à peine regagné dans des circonstances exceptionnelles, c'était d'autant plus difficile que ce territoire représentait de fait la domination sur une des embouchures du Danube.

Il fallait être aveugle pour accepter un dédommagement balcanique en cédant une partie du territoire ancestral, et c'était s'exposer à se voir demander le lendemain une autre partie pour une autre compensation. Comme on ne voulait pas combattre contre cette armée qui avait eu sa part de gloire dans le succès contre les Turcs, comme on ne pouvait pas se décider à se tourner contre le Tzar, un ci-devant allié, Charles I^{er} fit seulement retirer ses troupes de la province convoitée par Alexandre II.

Lorsqu'après la grande guerre des troupes roumaines sont revenues en Bessarabie, que, maintenant, aucune force russe ne défendait contre l'anarchie, elles protégeaient la résolution formelle d'une assemblée représentant toutes les nationalités bessarabiennes. Bientôt cette assemblée proclama la nécessité de l'union avec le royaume roumain. Les Roumains recueillaient dans la Bessarabie septentrionale leur héritage sans avoir à combattre les Russes usurpateurs. Dans la Bessarabie méridionale, ils ne faisaient que prendre possession de fait de ce qui jamais n'avait cessé de leur appartenir en droit. Et, pour toute la Bessarabie, de Hotin jusqu'à l'embouchure du Dniester, jamais les droits des Roumains n'ont été cédés par un acte émanant de leur libre volonté, après une défaite qu'ils auraient subie.

Bientôt après, l'Autriche-Hongrie, s'effondrant par ses propres fautes autant que par la fatalité historique, dure aux survivants du moyen-âge, laissait libre non seulement la Bucovine, qu'elle avait usurpée, mais aussi cette « terre roumaine » de Transylvanie que la royauté « apostolique » de Hongrie avait transformée en base de croisade.

Sur la ruine des grands Empires voisins la Roumanie nationale complète s'était formée, pour ainsi dire d'elle-même.

CINQUIÈME LEÇON

INFLUENCES OCCIDENTALES SUR LE DÉVELOPPEMENT DES ROUMAINS

Le lointain Occident exerçait depuis longtemps une influence infiniment plus féconde sur le peuple roumain. En effet les croisés, à partir de la fin du xi^e siècle, ont été mis en contact avec les éléments roumains habitant la rive droite du Danube. La grande route qu'ils suivaient et qui les menait à Constantinople, la principale route commerciale et militaire des Balkans, passait par Belgrade, Sofia, Philippopolis, Andrinople et elle atteignait des territoires roumains aussi, à côté de ceux des Slaves qui formaient la base de la population dans ces régions. En même temps, lors de la première croisade, on sait qu'une partie des envahisseurs traversa la région occidentale de la péninsule, où se trouvaient les marches roumaines elles-mêmes. Il en fut de même pour d'autres croisades qui suivirent. Et on peut se rendre compte de l'influence qui fut alors exercée par les chevaliers de l'Occident sur les éléments roumains de la péninsule, jusqu'au moment où les « Blagues » de l'« empereur » Joannice et les « Coumans » du Nord danubien combattirent devant Andrinople les chevaliers de Baudouin de Flandre, empereur latin de Constantinople. Il n'y a pas eu d'influence politique durable qui eût résulté de ce contact, mais cette intrusion a fini par accélérer le mouvement des populations roumaines vers la formation d'un État dans les Balkans.

Voici donc que c'est par les croisades dans leur première forme que les Roumains ont eu pour la première fois des rapports avec les nations de l'Occident de l'Europe. On peut dire également que le même esprit des croisades a exercé une grande influence sur les Roumains par la formation, au xiv^e siècle, de

la nouvelle dynastie angevine en Hongrie, dynastie qui a contribué à la création de la principauté roumaine d'Arges.

C'est ainsi que cette nation est entrée, au moment où elle commençait à s'établir et à s'organiser, dans un nouveau et fort courant qui venait de l'Occident. On s'en rend compte aussi par les découvertes faites tout récemment dans l'Église princière d'Arges. On a considéré pendant longtemps que la Roumanie se serait formée d'une façon purement patriarcale, paysanne; les princes auraient emprunté à leurs sujets et soldats leur manière d'habiter et de vivre, ainsi que la simplicité de leurs vêtements, comme il serait, du reste, naturel, puisqu'il s'agit d'une nation qui commençait à peine à se grouper sous la forme d'un État. Les découvertes dans cette église, intéressante également au point de vue de l'art, par ses fresques pareilles à celle de la mosquée Kahrieh de Constantinople, ont démontré elles aussi qu'il y avait un souci d'art dans la Valachie vers la moitié du xiv^e siècle. Là où on avait admiré seulement dans les peintures murales la liberté des mouvements, le caractère psychologique des figures, on a trouvé dans les sépulcres des anciens princes et surtout dans celui du fondateur de l'État, Basarab, qui reposait, parfaitement conservé, dans un tombeau de pierre, une grande partie des luxueux vêtements de pourpre dont on l'avait revêtu pour l'enterrement, vêtements ornés de perles et de pierres précieuses, avec des boutons en or fermant la tunique et une ceinture terminée par une boucle représentant un château, une dame, un chevalier et l'image fabuleuse d'un cygne à tête de femme. On a discuté sur la provenance de ces bijoux et des boutons en or, et on a cru d'abord y reconnaître un travail français de cette époque. Puis on a présenté une autre hypothèse, qui concluait qu'il s'agit du travail, beaucoup plus rudimentaire, d'un orfèvre saxon : il faut cependant distinguer entre la technique et entre le caractère et l'idée du travail.

A la même époque la Valachie avait des liens de famille avec les hauts dignitaires du royaume voisin. Une des filles d'Alexandre, fils de Basarab, avait épousé un prince de Pologne qui était duc d'Oppeln, en Silésie, et remplissait les fonctions de Palatin en Hongrie.

Cette forte influence de l'Occident paraissait devoir y implan-

ter la civilisation latine dont la Valachie était déjà fortement imprégnée à cette époque. Mais une autre influence, slavo-byzantine, lui faisait concurrence, et l'invasion des Turcs précipita la transformation culturelle du pays.

Si l'âme roumaine s'est réellement formée au xix^e siècle en rapport avec la civilisation française, vers la fin du xiv^e siècle et au cours du xv^e les rapports des Roumains avec l'Occident ont été dominés par un autre facteur latin.

Lorsque l'intrusion des Turcs est devenue tellement puissante que tout mouvement politique était défendu à la principauté valaque, plus faible, et que cette action s'est étendue à la Moldavie, la résistance chrétienne, roumaine en première ligne, fut représentée dans la première moitié du xv^e siècle par un Roumain de Transylvanie, consacré particulièrement à cette tâche, Jean Hunyadi, fils de paysan « valaque », devenu gouverneur du royaume de Hongrie. Cette mission passa ensuite par dessus la Valachie, incapable de remplir une mission si glorieuse et en même temps si difficile, pour échoir à la Moldavie, où régnait un autre organisateur des efforts chrétiens, Étienne-le-Grand, défenseur de l'Europe centrale et occidentale contre la puissance ottomane.

A cette époque, il n'y avait que peu d'éléments capables de s'opposer au flot envahissant de la conquête turque. Aussi les Roumains ont-ils cherché des alliés un peu partout, espérant en trouver surtout du côté des Magyars du roi Matthias, fils de Hunyadi, et du côté des Polonais du roi Casimir. Mais, pour préparer une résistance contre l'invasion turque, il fallait que le roi de Pologne demandât et obtint l'autorisation de la diète à faire marcher les chevaliers. Or les Turcs disposaient de moyens militaires extrêmement rapides et, par suite, ils avaient tout le temps de dévaster le territoire qu'ils voulaient, avant que la diète se fût arrêtée sur le caractère même de l'expédition qu'il fallait organiser. En dehors des éléments salariés, il y avait les nobles, qui n'étaient nullement disposés à combattre, et qui, en outre, après la victoire, pouvaient formuler souvent de grandes exigences. Les paysans libres, habitués à combattre l'ennemi, n'étaient pas en nombre suffisant pour qu'on eût pu les mener

contre l'ennemi. C'est pourquoi la Pologne a toujours montré une assez faible résistance lorsqu'il s'est agi d'empêcher l'invasion de l'ennemi sur son propre territoire.

Et il en était de même pour la Hongrie quand il était question de se défendre contre l'Empire ottoman. Le roi Matthias ambitionnait d'avoir près de lui des érudits pour célébrer ses exploits, et il en fit venir dans ce but, en même temps que des artistes, de l'Italie. Il voulait — et il eut — Vienne et se faisait représenter en César. C'était s'éloigner de sa mission naturelle.

La Moldavie en était donc le plus souvent réduite à ses propres forces, car il n'était pas possible de trouver en Pologne, ni en Hongrie à l'heure voulue les alliés nécessaires.

C'est ainsi que, dans ces conditions, Étienne-le-Grand dut solliciter l'appui de ces Occidentaux dont les intérêts commerciaux et autres correspondaient en quelque sorte aux intérêts essentiels de sa propre nation. Il s'est adressé au Pape et à certaines des républiques italiennes, Venise, Florence, probablement Gênes. Le Pape, défenseur attitré de la chrétienté orientale aussi, se borna à envoyer toute une série d'ambassadeurs, qui entretenaient des rapports jusqu'en Asie avec les ennemis des Ottomans. Mais l'argent des dons pour la croisade allait au seul roi Matthias, en tant que « suzerain ».

La Moldavie chercha donc à s'entendre avec Venise. Ses délégués se présentèrent devant le doge pour demander un concours financier, mais on se contenta de leur donner des promesses vaines. Après avoir assisté à de brillantes cérémonies et avoir obtenu des sauf-conduits solennels au sceau de Saint Marc, les boyars moldaves partaient avec ces seules paroles d'encouragement et avec une recommandation auprès du roi de Hongrie, qui se comportait, non pas comme un collaborateur, un allié et un ami, mais comme quelqu'un dont la Moldavie aurait dépendu en vassale.

Cependant, de ces missions à Venise, à Florence et probablement, un peu plus loin, jusqu'au royaume de Naples, il résulta un contact assez fréquent entre la Moldavie, représentant l'élément roumain combattant sur la rive gauche du Danube, et le mouvement italien de la Renaissance. On ne rapportait pas seulement de beaux parchemins, des missives sur ce fort papier

que l'on fabriquait à Venise pour l'usage de l'Orient, on ne demandait pas seulement à l'Italie des objets que l'on ne pouvait pas avoir en Moldavie, comme des épées à la « manière valaque » dont parlent les documents, mais on y gagnait aussi une connaissance plus large de l'Occident et de cette civilisation qui était la note principale de la vie italienne au xv^e siècle.

Mais, puisque nous sommes arrivés à parler des rapports commerciaux entre les villes de l'Italie et l'Orient, il faut préciser ces rapports, en rechercher leur origine et en marquer le développement, qui s'est poursuivi jusqu'à la fin du xvi^e siècle, époque à laquelle ils cessent presque complètement, car alors le commerce de l'Orient passe des mains des Vénitiens, des Italiens de toute espèce entre celles de leurs élèves établis sur les bords de l'Adriatique orientale, les Ragusains.

La première domination exercée par une ville italienne dans ces régions de l'Orient du côté de la Mer Noire et du Danube supérieur a été celle des Génois, qui avaient concouru à l'établissement des Paléologues à Constantinople et en avaient été récompensés par des concessions dont la principale était cette domination maritime que la République allait conserver pendant presque un siècle. A ce moment, les côtes occidentales de la Mer Noire ont été visitées aussi par des vaisseaux italiens qui y faisaient le commerce du blé. Dès la seconde moitié du xiv^e siècle, tel document vénitien indique ceci d'une façon absolument claire. Il y avait également, de ce côté, d'autres objets pour le commerce.

Dès avant 1300 l'on trouve dans ces régions, à Vicina, un centre assez important, placé sous l'influence des princes roumains, et un peu plus tard l'organisateur de l'Église valaque est parti de ce point des régions danubiennes pour être archevêque du nouvel Etat. Là, à Vicina, ensuite dans le nouveau centre de commerce sur la rive gauche du Danube, à Brăila, les Italiens venaient faire leur provision de blé, en même temps qu'ils apportaient des objets fabriqués chez eux, pour les offrir aux boïars et aux marchands, et ce sont ces échanges qui formaient alors un des éléments les plus importants de la vie économique du pays. C'est même sans doute cette action économique qui a été une des

causes principales du développement du pays, en ce qui concerne surtout la Moldavie.

Puis cette importation de produits italiens a été dépassée par l'afflux des marchandises venant de l'Europe centrale et occidentale, de l'Empire, de la Pologne, de la Bohême, et jusqu'aux draps des Flandres et peut-être de France, en même temps que les marchandises apportées d'abord par les Génois, épices, étoffes orientales, venaient par des Grecs et même par des Turcs.

Maintenant, même après ce changement intervenu au xvi^e siècle, on ne peut pas dire que les relations économiques eussent complètement cessé avec l'Occident. Il y a même des tentatives très intéressantes de la part des Moldaves, qui exportaient beaucoup de produits, comme par exemple des bœufs, très recherchés, en Pologne et même jusqu'en Angleterre, et à la fin du siècle on a une espèce de convention commerciale passée entre Pierre-le-Boiteux, prince de Moldavie, et un des premiers représentants de l'Angleterre en Orient turc. On a cherché à diriger une partie de l'exportation roumaine vers l'Italie même, et de fait certains produits étaient envoyés à Venise, notamment la cire, qui, pendant longtemps, a servi à fabriquer les cierges pour les églises vénitiennes. La Valachie exportait également une quantité importante de miel, mais qui se dirigeait plutôt vers d'autres régions, notamment vers Constantinople.

Des propositions intéressantes ont été faites en Italie pour d'autres objets, comme celle d'envoyer en Moldavie des représentants de l'art italien pour y exercer leur profession, car alors ces nombreuses églises s'élevaient qui forment un titre d'honneur pour le pays.

En même temps que ces relations commerciales se continuaient, il y a eu, chez les Roumains, par la Pologne, un reflet de la Renaissance italienne, surtout sous le roi Sigismond : on constate alors en Moldavie un certain changement dans les conditions de la vie. Il y a aussi une nouvelle orientation dans les directions littéraires du pays qui, jusque-là, était, comme la Valachie, resté attaché à la tradition byzantine et surtout slavo-byzantine. Et il faut remarquer que cette influence slave, bien

qu'elle eût donné tout un chapitre à la littérature slave en terre roumaine et bien que les moines lettrés des Balkans eussent envahi les monastères roumains, n'a rien créé sur le Danube, où elle est restée absolument stérile. Une autre influence, orientale, celle des Grecs, s'observe en Valachie dès le milieu du xvi^e siècle et en Moldavie à l'époque de Pierre-le-Boiteux, dont la femme était une Amirali de Rhodes — son successeur Jean le Saxon avait épousé une Paléologue. Tout ceci, sans rien produire, avait formé tout de même, par la tradition une fois créée, une barrière contre l'influence de la civilisation occidentale, seule capable d'amener les Roumains à une forme de pensée correspondant à leur origine et aux aspirations de leur âme.

A la fin de ce siècle intéressant il y a eu dans ces régions la nouvelle croisade de l'empereur Rodolphe II et du Pape Clément VIII, qui espérait pouvoir libérer les populations des Balkans avec le concours de ces chrétiens opprimés eux-mêmes, comme les Serbes, les Bulgares et les Albanais. Naturellement cette guerre engloba les Roumains, et il se noua alors des relations entre les éléments roumains, d'un côté, ceux que commandait Michel-le-Brave et son allié de Moldavie, et même entre des Français qui étaient venus prendre part à la lutte, comme le duc de Mercœur. Mais cette espèce de croisade amena également dans le pays des officiers italiens envoyés par le Grand-Duc de Toscane. Les rapports avec l'Italie étaient cette fois directs.

Ils ont continué pendant tout le xvii^e siècle, je ne dirai pas sans interruption, mais enfin sans interruption notable. En effet, on trouve de jeunes boïars roumains comme Constantin Cantacuzène, qui, après avoir fait des études dans leur pays, après avoir continué ces études à Constantinople, se rendent en Italie, à Venise, à Padoue notamment, pour s'initier à la Renaissance occidentale.

Mais, aussitôt après le commencement du xviii^e siècle, l'influence de l'Occident ne se manifeste plus, ni par la Pologne, ni par les étudiants roumains se rendant en Italie pour écouter les leçons des maîtres de Padoue; elle se manifeste dans la forme de la civilisation française, qui remplace alors l'influence

italienne dans ces régions d'Orient. La langue diplomatique avait été pendant longtemps, dans l'Empire ottoman, l'italien, parlé, non seulement par les diplomates occidentaux, mais par les Turcs eux-mêmes. Car il y avait des Turcs remplissant des fonctions diplomatiques, et il y avait aussi des voyageurs, des commerçants turcs qui devaient connaître les langues de l'Occident en même temps que celles des Balcans.

Avant de passer à l'emploi du français dans les relations diplomatiques il y a eu ce bref intervalle d'emploi du latin, qui a permis à tel Roumain, Jean Callimachi, qui avait fait des études latines et était capable de rédiger des lettres en latin avec une certaine correction, de devenir Grand-Interprète de la Porte, puis prince de Moldavie. Mais, à partir de la moitié de ce siècle, la langue que l'on employait couramment à Constantinople était le français seul. De même que les drogmans, il y avait d'autres fonctionnaires qui devaient connaître cette langue de la diplomatie. Alors on a fait venir dans les Principautés des Français, pour la correspondance occidentale et même pour des leçons de langue. D'autres se présentèrent d'eux-mêmes pour ces fonctions. Tel un Linchoult, méridional, dont la famille s'est établie dans le pays.

L'école elle-même est restée grecque. Les grandes écoles grecques, qu'on trouve plus tard aussi à Constantinople, à Smyrne, à Chios, à Chalké, avaient été établies dès le xvii^e siècle à Bucarest et à Jassy. J'ajoute que l'on trouve au cours du xviii^e siècle tout un travail en roumain qui est la traduction principale des œuvres théologiques de l'Orient byzantin; des moines connaissant et parlant la langue hellénique imprimaient aussi des livres pour toute la chrétienté orientale. Vers la fin du même siècle, on a introduit cependant dans le programme des « Académies » scolaires les langues de l'Occident, le français et le latin, à côté du grec, réservé plutôt à la théologie. C'était une grande révolution, due à tel boïar qui avait fait des études en Allemagne.

Et en même temps la culture latine s'établissait en Transylvanie, sous l'action des Jésuites, et des écoles y furent fondées pour les élèves « unis » à l'Eglise romaine, ayant l'organisation des écoles jésuites d'Occident.

Bientôt l'influence française prit un autre caractère qu'auparavant. Il ne s'agissait plus seulement de parler le français : on voulait former l'esprit à la française. On trouve dans les bibliothèques des boïars jusqu'aux ouvrages de Voltaire. Et il y a toute une littérature roumaine, manuscrite ou même imprimée, qui suit la même voie. Des poètes valaques et moldaves comme Jean Văcărescu et Constantin Conachi subissent l'influence française, obéissant aveuglément au lyrisme assez fade de l'époque.

Avec le commencement du XIX^e siècle on a déjà, à côté des voyages de plaisir entrepris par certains des vieux boïars, des voyages d'études de leurs enfants, dans ce même Occident, d'une troublante nouveauté pour ces âmes naïves. Les premiers de ces initiés fréquentaient des écoles parisiennes dès 1820. On ne craignait pas pour leur direction politique sous la Restauration. Plus tard, le royaume de Louis-Philippe fut considéré comme une œuvre des révolutionnaires, et c'est pourquoi on recommandait vers 1840 aux boïars d'envoyer leurs enfants plutôt en Allemagne, sinon en Russie même, du côté d'Odessa. Et je dois dire qu'on employait parfois des moyens assez curieux pour empêcher les étudiants roumains de venir à Paris. On se contentait de les envoyer à Lunéville, localité lorraine qui a joué un rôle dans le développement de la vie moderne roumaine. Les élèves du bon abbé Lhommé arrivaient tout de même à dépasser cette sage Lunéville pour découvrir Paris.

Peu de temps avant la révolution de 1848 il y avait déjà toute une colonie roumaine à Paris sous la protection de Lamartine. Elle avait une bibliothèque, qui s'est conservée dans l'église orthodoxe de la rue Jean de Beauvais. A la tête de cette colonie se trouvait un fils de boïar moldave, de la famille Vârnăv, qui devenu moine, eut sa part dans le mouvement vers l'union des Principautés.

Il faut reconnaître que ces jeunes Roumains venaient à Paris dans des conditions peu favorables pour le développement de leur esprit. D'abord ils n'avaient pas terminé leurs études dans les écoles de leur pays pour entrer à l'Université, que le pays n'avait pas encore à cette époque. Ils ne connaissaient pas, souvent, toute une littérature traduite du français et, en regar-

dant les bibliothèques des années 1830 à 1850, on peut constater qu'il s'agissait surtout de transposer en roumain la littérature classique et la littérature scientifique : elle était parfois excellente cette traduction des auteurs français. Une fois ces étudiants revenus à leurs foyers, leurs parents leur demandaient, naturellement, d'employer tout ce qu'ils avaient acquis en Occident pour en faire profiter leur patrie, de ne pas se considérer comme des déracinés, mais, comme récompense des sacrifices qu'on avait faits pour eux, d'apporter leur contribution nouvelle au développement du pays. Et ils ne correspondaient pas toujours aux espérances qui les avaient attendus.

Bientôt, si les voyages d'études continuèrent, les bonnes traductions durent cesser, car vers 1860 il y a eu une nouvelle phase de l'influence occidentale française sur les Roumains. Cette nouvelle phase vient de ce qu'une nouvelle classe voulut profiter également de la civilisation importée par tant de voies. Jusque-là c'étaient les boïars seuls qui voulaient la connaître, et non pas toujours pour en tirer des éléments utiles au développement de leur patrie, mais surtout aussi pour se distinguer des autres classes, incapables d'avoir le même contact avec les maîtres et initiateurs étrangers. Sans s'inspirer réellement des idées françaises, sans pouvoir provoquer dans la Roumanie qui venait de s'unir un développement original influencé par cette admirable civilisation française, ils produisirent plutôt un éloignement à l'égard de l'envahissement qui s'annonçait par l'abandon de la langue et de la tradition nationales.

Comparons le vieux livre de voyage, terminé vers 1830, par le boïar valaque Constantin Golescu avec l'état d'âme des nouvelles générations de la noblesse et de la ploutocratie roumaine. Golescu avait fait quelques voyages en Europe; il était arrivé à connaître la civilisation occidentale et, revenu dans sa patrie, il a cherché à faire tout son possible pour changer les conditions malheureuses de sa race. Il considérait comme sa mission principale celle de lutter contre les abus hérités du régime phanariote. Plus tard, des anciens étudiants roumains, beaucoup sont restés dans le pays sans le comprendre et pouvoir le bien servir; d'autres sont revenus même s'établir en France. La France n'avait

probablement pas besoin de ces éléments étrangers, et sa civilisation pouvait être développée par ses propres représentants, sans le concours de ceux qui manquaient ainsi à leur devoir dans leur propre pays.

Faut-il s'étonner si contre ces Roumains déroumanisés il y a eu, en 1906, un mouvement de la jeunesse et des classes démocratiques, qui voulaient les ramener aux anciennes traditions, c'est-à-dire à celles de leurs antécresseurs, Constantin Golesecu et ses contemporains? On est revenu depuis à un sens plus sain de ce que, tout en reconnaissant avec gratitude ses dettes morales, une nation se doit à elle-même.

Ce qui est certain c'est que, par dessus les modes changeantes de la civilisation contemporaine, l'effort qui se continuera, et qui devra être couronné de succès, c'est celui, en voie de réalisation, qui donnera à la civilisation latine, à la civilisation française, si souvent inspiratrice, un pendant en Orient dans cette civilisation des Roumains, capables de continuer dans une forme originale les traditions latines communes.

TABLE DES CHAPITRES

	Pages
PRÉFACE.	7
<i>Première leçon.</i> — Problème des origines.	9
<i>Deuxième leçon.</i> — Slaves et Roumains, Tzarats Slaves et tradition impériale des Roumains	25
<i>Troisième leçon.</i> — Les Roumains et l'impérialisme balcanique .	45
<i>Quatrième leçon.</i> — Les Roumains entre les deux empires chrétiens d'Allemagne et de Russie	61
<i>Cinquième leçon.</i> — Influences occidentales sur le développement des Roumains	81



SOCIÉTÉ FRANÇAISE
D'IMPRIMERIE ET DE
PUBLICITÉ, ANGERS,
PARIS, 2, RUE MONGE
